

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LA
PROTECTION DE L'ÉPARGNE
DANS LES
RÉCENTS DÉCRETS-LOIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Mardi 11 Juillet 1939, à 14 heures

PAR

M. Pierre-Yves GENDREL

AVOCAT-STAGIAIRE A LA COUR D'APPEL
LAURÉAT DE LA FACULTÉ

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. HUGUENEY, PRÉSIDENT

SUFFRAGANTS { M. DESSERTAUX, professeur.
M. JAPIOT, professeur.

DIJON
IMPRIMERIE VEUVE PAUL BERTHIER

12, Rue Berbissey, 12

1939

LA
PROTECTION DE L'ÉPARGNE
DANS LES
RÉCENTS DÉCRETS-LOIS

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LA
PROTECTION DE L'ÉPARGNE
DANS LES
RÉCENTS DÉCRETS-LOIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Mardi 11 Juillet 1939, à 14 heures

PAR

M. Pierre-Yves GENDREL

AVOCAT-STAGIAIRE A LA COUR D'APPEL
LAURÉAT DE LA FACULTÉ

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. HUGUENEY, PRÉSIDENT

SUFFRAGANTS { M. DESSERTAUX, professeur.
M. JAPIOT, professeur.

DIJON
IMPRIMERIE VEUVE PAUL BERTHIER

12, Rue Berbisey, 12

1939

LISTE DES MEMBRES DE LA FACULTÉ

MM. P. LOUIS-LUCAS, doyen, professeur de droit civil.
M. DESSERTAUX, assesseur, professeur de droit civil.
R. JAPIOT, professeur de droit commercial.
A. GUILLOIS, professeur de droit administratif.
P. HUGUENEY, professeur de droit criminel.
F. DUMONT, professeur de droit romain.
G. CHEVRIER, professeur d'histoire du droit.
A. BLONDEL, professeur de droit international public.
J. PAOLI, professeur de droit romain.
G. BURDEAU, professeur de droit public.
A. MARCHAL, professeur d'économie politique.
A. GROUBER, professeur de droit privé.
J. FLOUR, agrégé de droit privé.
H. GUITTON, agrégé d'économie politique.
O. WORMSER, chargé de cours d'économie politique.
P. GIGOUT, chargé de cours de capacité.

Professeurs et doyens honoraires : M. DESLANDRES. M. VIGNES

Doyen honoraire : M. A. GUILLOIS.

Secrétaire : M. H. VIAN.



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Nécessité de la défense de l'épargne Exposé du plan

Dans un pays comme la France, la défense de l'épargne apparaît comme une tâche essentielle. La France, en effet, n'est pas une nation où la richesse se trouve enfermée en un petit nombre de mains. La simple observation des faits, comme aussi les plus récentes statistiques, démontrent au contraire que nous sommes un pays où la grosse fortune est l'exception, alors que la moyenne et la petite fortune constituent la règle.

L'épargne est inséparable de la nation, elle en est une expression, mieux encore une traduction pratique. Née de l'effort et du sacrifice de chaque citoyen, elle devient une force collective susceptible de servir le pays et de lui permettre d'assurer ou d'affermir son prestige et son crédit à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

Sans l'épargne française, les emprunts nécessaires à la défense nationale n'auraient pas été couverts, les travaux d'un Lesseps seraient demeurés lettre morte.

Mais ce n'est pas tout que d'affirmer l'utilité de

l'épargne, il faut encore songer à en assurer la protection. La nécessité de cette protection s'est imposée à tous et de tout temps, mais l'urgence des solutions à fournir au problème ainsi posé, n'est apparue dans toute son évidence qu'à une date relativement récente de notre histoire économique et sociale, au moment du développement des sociétés.

Il faut en effet convenir que le progrès n'a pas apporté à l'épargne que des satisfactions : certes, bien souvent, par un jeu de placements habiles, il a permis son extension, mais, bien souvent aussi, il l'a menée à sa perte, et ceci d'autant plus que les promesses faites étaient plus alléchantes.

Trop confiants, souvent mal renseignés, les épargnants ne peuvent lutter à armes égales avec leurs ennemis. Ces derniers, embusqués derrière la façade des sociétés fictives ou irrégulières, se servent pour attirer leurs victimes de toute la gamme des publicités mensongères, à moins que, colporteurs ou démarcheurs, ils ne se rendent à domicile, et que, là, très experts dans l'art de présenter leurs titres sans valeur, ils ne remportent de faciles victoires sur des gens peu enclins à suspecter l'honnêteté de personnages présentant bien et s'exprimant mieux encore.

Les conséquences morales et sociales d'un tel état de choses sont suffisamment connues pour qu'il soit besoin de les évoquer longuement. Dramas navrants, « krachs » gigantesques, scandales retentissant jusque dans la vie politique du pays, misères accrues et prolétarianisation accélérée des

classes moyennes, tel apparaît au premier coup d'œil le bilan des ruines causées par les ennemis de l'épargne. On doit ajouter qu'il a fallu tout cela pour émouvoir l'opinion, et pour que soit mis au jour un programme législatif suffisant dont les décrets que nous étudions constituent la partie essentielle.

En effet, avant les décrets dont nous entreprenons l'étude, les moyens législatifs de protection de l'épargne étaient limités.

Ils étaient limités dans leur nombre et dans leur portée. C'étaient, d'une part, les dispositions du Code pénal relatives à l'escroquerie et à l'abus de confiance, et, d'autre part, celles de la loi de 1867 sur les sociétés.

La législation laissait dans l'ombre un certain nombre de points dont l'importance cependant n'échappait à personne, et parmi lesquels il convient de citer en premier lieu le démarchage. De plus, là où elle s'était appliquée à réaliser quelque chose, elle l'avait fait de façon fragmentaire et sans une énergie répressive suffisante.

C'est ainsi qu'avant les décrets de 1935, les peines de l'escroquerie et de l'abus de confiance étaient peu élevées et qu'en ces matières où sa nécessité apparaissait pourtant comme évidente, la peine complémentaire de l'interdiction de séjour ne pouvait s'appliquer.

Enfin, lorsqu'elle s'appliquait, la répression ne pouvait évidemment concerner que les infractions prévues et déterminées dans leurs éléments consti-

tutifs, et pour ce qui était laissé dans l'ombre, l'application de l'adage *odia restringenda* empêchait d'étendre à un certain nombre d'actes frauduleux les dispositions utiles qu'elle édictait. Les rédacteurs des récents décrets-lois se sont efforcés d'obvier aux inconvénients que nous signalons, les décrets de 1935 modifient et aménagent les dispositions qui les précèdent, et, de plus, réalisent dans d'importants domaines les créations qui s'imposaient.

Des règlements d'administration publique et des décrets plus récents viennent mettre au point certaines dispositions des décrets de 1935 qui demeurent l'ossature du système.

Une remarque générale s'impose au sujet de tous ces textes : c'est que, quelle que soit leur date ou leur importance, ils n'ont pas manqué d'assortir les diverses réglementations qu'ils établissent, de sanctions pénales, parfois rigoureuses jusqu'à l'excès. C'est d'ailleurs à notre époque une remarque générale que, dans la plupart des domaines juridiques, la sanction pénale évolue dans le sens de l'aggravation, et qu'ainsi le sens de son évolution historique se trouve inversé.

Signe particulier du droit pénal moderne, satisfaction donnée à l'opinion, telles peuvent être les explications du phénomène. Quoi qu'il en soit, les décrets de 1935 et les textes qui les complètent sont nés d'un effort de redressement dont ils ne constituent qu'un des aspects. Commandé par les circonstances, cet effort tendait avant tout à des réformes, à des réalisations immédiates. Les dé-

crets de 1935 sont placés sous ce signe, celui de la hâte dans l'effort créateur.

Ils gravitent autour d'une idée principale, celle de la défense de l'épargne, mais l'idée d'un plan suivant lequel on pourrait entreprendre à leur égard un projet de codification échappa sans doute à la pensée de leurs auteurs, car on les trouve épars parmi d'autres dispositions ayant même date qu'eux, mais traitant de sujets très différents.

Entreprendre à leur égard un travail de classement n'est pas sans difficulté. Néanmoins, à leur lecture, et lorsqu'on les compare à des textes antérieurs de même nature, une pensée vient naturellement à l'esprit, celle de les ranger en deux groupes.

En effet, les uns modifient et complètent les dispositions antérieures. D'autres innoveraient au contraire largement et réalisent les créations nécessaires, le plus souvent commandées par les faits eux-mêmes. Il importe de tenir compte avant tout, dans un plan vraiment rationnel, de ce départ entre les décrets qui marque l'œuvre tout entière.

Avant de procéder à leur étude suivant ce départ, il est nécessaire aussi de fixer la place de ces décrets dans l'espace et dans le temps : dans l'espace en montrant la position du droit étranger en ces matières; dans le temps, en mentionnant les précédents législatifs de ces décrets-lois. On ne saurait non plus terminer cette étude sans chercher à découvrir ce qui dans ces domaines pourrait être encore réalisé. Certaines innovations ébauchées doivent aller jusqu'à l'achèvement. Cer-

taines anomalies doivent être supprimées. Enfin, sur d'autres points, il est souhaitable que le législateur de l'avenir se montre plus intransigeant encore et substitue, à une réglementation compliquée et sans portée, la règle plus simple et plus protectrice d'une interdiction totale.

Tel sera le plan de notre œuvre, plan suivant lequel nous nous efforcerons de donner une vue d'ensemble du problème posé.

CHAPITRE PREMIER

Les efforts faits en vue de la protection de l'épargne avant les décrets-lois de 1935

Les décrets qui font l'objet de notre présente étude ne constituent pas, nous l'avons dit, le premier effort de protection de l'épargne que l'on puisse enregistrer dans notre pays.

Avant eux, la législation s'efforçait de suivre et d'atteindre, de dispositions nouvelles en dispositions nouvelles, les progrès de la fraude.

Les auteurs des décrets récents ont d'abord tenu compte de ces indications; d'autre part, ils ont su s'inspirer utilement de certaines dispositions du droit comparé.

§ 1^{er}. — La législation française de protection de l'épargne avant les décrets-lois.

Notons, à l'origine de nos explications sur ce point, que cette législation s'apparente étroitement avec le droit des sociétés et qu'il n'existe parmi ses dispositions aucun texte particulier mentionnant expressément qu'il est consacré à la défense de l'épargne.

Il convient de citer, à l'origine du mouvement

législatif concernant les sociétés, ce que tous les auteurs qui se sont penchés sur cette question ont appelé avec juste raison les « Lois Organiques » : ce sont les lois du 13 juillet 1856 sur les sociétés par actions, du 23 mai 1863 sur les sociétés à responsabilité limitée.

Les dispositions principales de cette dernière loi ont été reproduites dans la loi sur les sociétés du 24 juillet 1867, qui constitue la pièce principale du premier système de protection de l'épargne par le droit des sociétés.

Parmi les nombreux articles de cette loi, on peut relever, comme dispositions plus particulièrement protectrices de l'épargne, ses articles 13, 14 et 15.

Il faut distinguer parmi ces trois articles et séparer d'une part les articles 13 et 14 et d'autre part l'article 15.

Les deux premiers articles créent et aménagent plusieurs délits contraventionnels, ils répriment l'émission irrégulière d'actions ou de coupons d'actions, le fait pour le gérant d'une société de commencer les opérations sociales avant l'entrée en fonctions du conseil de surveillance, enfin ils prévoient et condamnent la création d'une majorité factice. Les peines prévues sont : pour l'émission irrégulière d'actions ou de coupons d'action, une amende de 500 à 1.000 francs; pour les deux autres cas, cette même amende, mais assortie cette fois d'une peine de prison allant de 15 jours à 6 mois.

L'article 15 vise un certain nombre d'actes frauduleux qu'il punit des peines de l'escroquerie et pour la répression desquels, à l'inverse de ce qui

se passe pour les deux premiers articles, l'intention coupable est exigée.

Ces actes frauduleux sont les suivants :

1° Le fait d'obtenir ou de tenter d'obtenir des souscriptions ou des versements par simulation de souscriptions ou de versements, ou par publication faite de mauvaise foi de souscriptions ou de versements qui n'existent pas, ou par tout autre fait faux;

2° Le fait de publier de mauvaise foi les noms des personnes désignées contrairement à la vérité comme devant être attachées à la société à un titre quelconque, afin de provoquer des souscriptions ou des versements;

3° Le fait pour un gérant de procéder entre les actionnaires, en l'absence d'inventaire ou au moyen d'inventaire frauduleux, à une répartition de dividendes fictifs.

Nous verrons dans le cours de notre étude que ces mesures ont reçu, de la part des décrets de 1935, l'extension qui s'imposait.

A côté de la loi de 1867, il convient de citer comme autres mesures protectrices :

1° celles des articles 37 et 38 de la loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

2° celle de l'article 64 de la même loi, qui assure dans une certaine mesure la protection des tiers, en établissant l'obligation d'indiquer avec exactitude la nature de la société qui est en cause et en sanctionnant le manquement éventuel à la disposition édictée, d'une amende de 50 à 1.000 francs.

Il convient enfin d'ajouter à ces mesures légis-

latives, celles des articles du Code pénal réprimant l'escroquerie et l'abus de confiance; la jurisprudence s'était efforcée de leur donner toute l'extension possible, mais elle se heurtait pour ce faire aux règles générales du droit pénal.

Très vite, ces différentes mesures s'avérèrent insuffisantes, elles n'avaient pas suffi à empêcher les ennemis de l'épargne de devenir chaque jour plus nombreux et plus agissants, et de déterminer sur toute l'étendue du pays de grands désastres financiers, dont le plus typique est celui de 1882. A cette époque, sous la pression de l'opinion, le gouvernement avait nommé une commission parlementaire qui devait mettre au point deux projets de loi :

1° sur les marchés à terme;

2° sur les sociétés en général.

Le premier devint la loi du 28 avril 1885 ; le deuxième, plus général et plus long, n'eut aucun succès (la Chambre n'en aborda même pas la discussion).

Mais le mouvement législatif se continua dans le sens toujours plus étendu de la protection.

On peut citer à titre d'exemple : les lois du 9 juillet 1902 et du 16 novembre 1903 sur les actions de priorité et les actions d'apport; la loi du 30 janvier 1907 sur les titres (loi très générale quant à son domaine d'application), prévoyant, pour sanctionner ses injonctions, des amendes de 10.000 à 20.000 francs, avec la possibilité pour le juge de faire bénéficier l'inculpé des circonstances atténuantes.

Citons encore plus près de nous: la loi du 7 mars 1925 sur la société à responsabilité limitée; les lois du 18 mars et du 1^{er} juin 1929 sur le registre du commerce; les lois du 1^{er} mai 1930 modifiant la loi du 22 novembre 1913 sur les assemblées générales extraordinaires; la loi du 26 avril 1930 interdisant pour l'avenir les actions à vote plural.

Citons enfin: la loi du 23 janvier 1929 sur le régime légal des parts de fondateurs et celle du 30 mars 1934 sur le contrôle des entreprises faisant appel à l'épargne.

**§ 2. — La législation étrangère de protection de l'épargne
par le droit des sociétés.**

Les auteurs des décrets-lois de 1935 ont pu trouver auprès de la législation étrangère d'utiles indications; il semble même sur certains points qu'ils ont pris modèle sur certains pays voisins.

L'Angleterre nous donne l'exemple d'une législation protectrice de l'épargne tout en s'efforçant de conserver le jeu normal de la liberté économique (1). Parmi l'œuvre législative anglaise, notons qu'en 1883 le Bankruptcy Act a décidé l'extension de la faillite d'une société à tous ceux qui en auraient utilisé la forme pour commettre des fraudes au détriment des actionnaires. Nous allons trouver dans l'un des décrets de 1935 une mesure analogue. Même remarque en ce qui concerne le

(1) CONSTANTIN et GAUTRAT, *Traité de Droit pénal en matière de sociétés*, p. 22.

contrôle étroit des pouvoirs des administrateurs et l'établissement de leur responsabilité.

L'Amérique (1), à côté d'une législation sur les trusts qui lui est spécifiquement propre, nous donne l'exemple de mesures destinées à protéger l'épargne en se servant à la fois de moyens répressifs ou d'intimidation, et d'un système ingénieux de « cautions » exigées de la part des administrateurs ou des gérants de société.

L'Allemagne (2) nous présente, en matière de société, une législation à la fois autoritaire, répressive, et peu caractéristique, puisqu'elle a fait au droit anglais ses emprunts les plus marquants. On y trouve une réglementation punissant les administrateurs ou les membres d'un conseil de surveillance qui agissent intentionnellement contre l'intérêt de leur société. De plus, il est intéressant de citer l'ordonnance de 1931 qui punit de peines allant jusqu'aux travaux forcés ceux qui ont commis des opérations au détriment de la société, ou ont fait à son égard des déclarations inexactes ou réticentes.

La Belgique (3) a fait dans ce domaine un travail progressif et s'est inspirée surtout des exigences de la pratique. Elle est partie des délits généraux comme l'escroquerie, le faux et l'abus de confiance, tout en les modifiant selon les conditions de leur application aux sociétés. On peut dire du

(1) CONSTANTIN et GAUTRAT, *Traité de Droit pénal en matière de sociétés*, p. 25.

(2) *Ibid.*, p. 27.

(3) *Ibid.*, p. 31.

système belge qu'il est analogue au nôtre, mieux conçu peut-être. Dans ce droit des sociétés, on ne distingue pas entre certains délits contraventionnels et certains autres pour qui l'intention coupable est exigée.

L'intention coupable est, en droit belge, exigée pour tous les délits en matière de société.

Les auteurs des décrets dont nous entreprenons l'étude se sont inspirés dans une large mesure du mouvement législatif existant avant eux, et des enseignements du droit comparé, puis, dans les matières où rien n'avait encore été fait, ils ont fait les créations nécessaires.

Nous étudierons d'abord les modifications qu'ils ont apportées, à la législation antérieure en matière de protection de l'épargne.

CHAPITRE II

Les modifications apportées à la législation antérieure par les décrets-lois de 1935 en ce qui concerne la protection de l'épargne.

§ 1^{er}. — Le décret du 8 août 1935 sur la responsabilité pénale des administrateurs, sur le choix et les attributions des commissaires.

A) LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES ADMINISTRATEURS.

Le décret du 8 août 1935 est venu sur ce point modifier en les étendant les dispositions de l'article 15 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés. Cet article établissait un système répressif dont la base était l'article 405 du Code pénal. Il était ainsi conçu : « Sont punis des peines portées à l'article 405 du Code pénal sans préjudice de l'application de cet article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie :

« 1° Ceux qui par simulation de souscriptions ou de versements, ou par publication faite de mauvaise foi, de souscriptions ou de versements qui n'existent pas ou de tous autres faits faux, ont obtenu ou tenté d'obtenir des souscriptions ou des versements;

« 2° Ceux qui pour provoquer des souscriptions

ou des versements ont de mauvaise foi publié les noms de personnes désignées contrairement à la vérité comme étant ou devant être attachées à la société à un titre quelconque;

« 3° Les gérants qui en l'absence d'inventaire ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les actionnaires la répartition de dividendes fictifs. »

Cet article prévoyait les cas les plus fréquents en matière d'escroquerie à l'épargne par des moyens indirects.

Le jeu des gens peu scrupuleux désirant avant tout obtenir la confiance, est clair et toujours se réalise suivant les mêmes procédés : l'affirmation mensongère prend ici la forme de la fausse déclaration de versements se manifestant par une souscription fictive émanée d'hommes de paille ou par des jeux d'écritures établissant les versements fictifs que corroborent généralement des reçus de complaisance délivrés par une banque complice. (1)

Les agissements que nous venons d'exposer constituent le délit de simulation de souscriptions ou de versements, à condition toutefois que l'intention coupable les accompagne. Remarquons que la tâche du magistrat chargé d'apprécier cette intention sera bien simplifiée par le fait évident que cette intention coupable se trouve présumée dans la simulation elle-même.

(1) PIC, CONSTANTIN et KREHER, *Les Décrets-lois de 1935 sur la protection de l'épargne*, p. 41.

A côté de la simulation de souscriptions ou de versements, l'article 15 prévoyait encore le délit de publication de faits faux : l'erreur volontaire dans les allégations faites en vue d'obtenir des souscriptions ou des versements, l'emploi d'un mode quelconque de publicité, l'intention coupable enfin en sont les éléments constitutifs.

Le décret-loi du 8 août 1935 est intervenu en modifiant l'article 15 de la loi du 24 juillet 1867. Il a reproduit dans leur intégralité les paragraphes 2 et 3 de cet article 15, c'est-à-dire la publication de faits faux et la répartition de dividendes fictifs, mais de plus il a prévu et réprimé de nouveaux faits particulièrement graves que la loi de 1867 avait laissés dans l'ombre :

1° Il a puni des peines de l'article 405 du Code pénal « ... ceux qui dans la déclaration notariée visée à l'article 1^{er} de la présente loi ont affirmé sincères et véritables des souscriptions qu'ils savaient fictives, ou ont déclaré de mauvaise foi que des fonds qui n'ont pas été mis définitivement à la disposition de la société ont été effectivement versés ».

Pour comprendre le sens de cette disposition, il faut se référer à l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867 ainsi rédigé: « ... les sociétés par actions ne peuvent être définitivement constituées qu'après la souscription de la totalité du capital et le versement en espèces par chaque actionnaire du montant des actions ou coupures d'actions lorsqu'elles sont de cent francs et au-dessus; cette souscription

et ces versements sont constatés par une déclaration du gérant dans un acte notarié ».

Jusqu'à l'intervention du décret du 8 août, les sanctions prévues dans le cas de non-observation de cette réglementation étaient des sanctions purement civiles (nullité et responsabilité attenante à la nullité). Pour qu'un délit ait pu être relevé, il était indispensable que les allégations fausses aient été faites dans le but d'obtenir de nouvelles souscriptions. Le décret du 8 août 1935 a créé en cette matière un délit nouveau; la fausse déclaration suffira pour qu'une condamnation puisse intervenir, quel que soit le but poursuivi par celui qui l'effectue, à condition toutefois qu'elle ait été faite de mauvaise foi.

Il y a lieu de souligner que la sévérité du décret-loi se justifie pleinement dans ce cas; « le décret-loi permet d'atteindre tous les procédés grâce auxquels on a pu obtenir d'une banque un certificat de dépôt de fonds, sans avoir besoin de distinguer s'il y a ou non complicité de la banque » (1).

Le décret-loi du 8 août 1935 n'a pas modifié l'ancien article 15 de la loi du 24 juillet 1867 sur le délit de distribution de dividendes fictifs : « ... Seront punis, nous disent les textes, des peines de l'article 405 du Code pénal les gérants qui en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les actionnaires la répartition de dividendes fictifs. »

(1) PIC, CONSTANTIN et KREHER, *Les Décrets-lois de 1935 sur la protection de l'épargne*, p. 45.

L'opération dite répartition des dividendes fictifs ressort de l'escroquerie. C'est donc un délit d'intention ; il faudra prouver l'intention coupable pour qu'une condamnation puisse intervenir, mais le travail du magistrat sera simplifié, l'intention coupable étant présumée.

Le décret-loi du 8 août 1935 a prévu et réprimé un autre délit plus difficile à concevoir et à réprimer, parce que plus subtil, on serait presque tenté de dire plus nuancé, c'est le délit de *publication ou présentation aux actionnaires d'un bilan inexact*.

Il est à noter que l'ancien article 15 exigeait, pour qu'une poursuite fût possible, une répartition effective entre les actionnaires de dividendes fictifs en suite d'un inventaire frauduleux. Le nouveau décret, plus sévère, « ... punit des peines de l'article 405 du Code pénal les gérants qui même en l'absence de toute distribution de dividendes, ont sciemment publié ou présenté aux actionnaires un bilan inexact en vue de dissimuler la véritable situation de la société ».

Le nouveau décret n'exige comme éléments constitutifs du délit qu'il crée, que le simple fait de publier ou de présenter aux actionnaires un bilan inexact pour leur cacher la situation réelle de la société. Ce décret vise (1) « ... la communication du bilan faite aux actionnaires avant ou après la réunion de l'assemblée, et la mention qui en est

(1) H. LECOMPTE, *Journal des Sociétés*, 1936, p. 81.

faite dans le rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale »

Pour être complet sur ce point, il faut ajouter que les prescriptions du décret, si sévères soient-elles, se trouvent limitées quant à leur application.

En particulier, les différents commentateurs du décret estiment :

1° que la nouvelle disposition ne saurait atteindre la présentation du bilan aux obligataires; (1)

2° qu'il faut, pour que le délit soit constitué, un maquillage concret et objectif, et qu'en particulier le délit n'est pas constitué par de simples notes même pleines d'un optimisme exagéré, ce qui à notre sens est critiquable.

Enfin, toujours en ce qui concerne les gérants, le décret du 8 août 1935 prévoit et réprime encore toute une série d'actes frauduleux qui jusqu'alors n'étaient pas spécifiquement prévue en tant que délits caractérisés.

Il vise :

1° Le cas des gérants qui, « de mauvaise foi, ont fait des biens ou du crédit de la société un usage qu'ils savaient contraire à l'intérêt de celle-ci, dans un but personnel, ou pour favoriser une autre société, dans laquelle ils étaient intéressés directement ou indirectement »;

2° Le cas des gérants qui « de mauvaise foi ont fait des pouvoirs qu'ils possédaient ou des voix

(1) TCHERNOFF, *Supplément au Traité de droit pénal financier*, 1936.

dont ils disposaient en cette qualité, un usage qu'ils savaient contraire aux intérêts de la société, dans un but personnel, ou pour favoriser une autre société dans laquelle ils étaient intéressés directement ou indirectement ».

Nous sommes donc en présence de délits d'intention, punis des peines de l'escroquerie, peines renforcées par les décrets de 1935. Ces délits nouvellement créés sont le complément de la législation sur les gérants. Nous avons vu en effet que les peines de l'abus de confiance pouvaient frapper les gérants qui se servaient pour leur usage personnel des fonds de la société. Les prescriptions nouvelles peuvent s'étendre en outre aux gérants qui, indépendamment d'un détournement de fonds proprement dit, se livreraient à une sorte de « sabotage intéressé » au préjudice de la société, acte frauduleux dont ils retireraient un profit personnel.

Les décrets ont sur ce point fait œuvre utile; en effet l'article 15 de la loi de 1867 sur les sociétés ne permettait pas d'atteindre par exemple le gérant d'une société pétrolifère, qui, possédant en son nom personnel des actions dans une autre société pétrolifère, laissait périliter les affaires de la société dont il n'était que le gérant, afin que la société rivale où ses intérêts propres se trouvaient placés, puisse acquérir au détriment de la première, une place de choix sur le marché.

B) LA RÉFORME DU RÉGIME DES COMMISSAIRES.

Le décret du 8 août 1935 dont nous avons entrepris l'étude, après avoir effectué les principales réformes qui s'imposaient pour les administrateurs et gérants, s'est attaqué à l'un des problèmes les plus graves en matière de protection de l'épargne. Ce problème est celui des commissaires, organes de surveillance des sociétés quelles qu'elles soient. Ces commissaires sont de deux espèces et le nom seul les rapproche.

Il faut en effet distinguer les commissaires aux apports et les commissaires aux comptes des sociétés anonymes.

Les premiers « les commissaires aux apports », existent pour toutes les sociétés : commandites par actions et sociétés anonymes, les seconds n'existent que pour les sociétés anonymes. Les premiers comme les seconds cependant, méritent une étude séparée et complète.

1° *Les commissaires aux apports.* — Les apports ou avantages particuliers doivent être à peine de nullité de la société, vérifiés et approuvés par deux assemblées générales, la première chargée d'instruire l'affaire et de consigner ses observations dans un rapport imprimé, la seconde à laquelle est réservé le droit de statuer (art. 4 de la loi du 24 juillet 1867, art. 24 de cette même loi).

Cette première assemblée se décharge en réalité de ce soin sur des personnes qui jouent en l'espèce

un rôle analogue à celui d'experts et qui comme les experts, consignent dans un rapport en suite de leurs travaux, leurs observations. Ces personnes sont les commissaires aux apports.

L'importance de leur rôle est évidente, et les majorations frauduleuses en matière d'apports, sont une des causes les plus fréquentes de la ruine des entreprises (1). Pour assurer la défense des droits de tous les participants à la vie de la société, il était indispensable que les commissaires ne soient pas désignés sans garanties, afin que toute collusion entre eux et les fondateurs de la société apparut comme impossible, c'est pourquoi, l'article 3 du décret du 8 août 1935 a modifié assez sensiblement l'article 4 de la loi de 1867: « ...Ne peuvent être chargés, à titre de commissaire, d'apprécier la valeur de l'apport ou la cause des avantages stipulés :

« 1° Les parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ou le conjoint, des apporteurs, ou des fondateurs lors de la constitution de la société, ou des gérants ou administrateurs, lors des augmentations de capital ;

« 2° Les personnes recevant sous une forme quelconque, à raison de fonctions autres que celles de commissaires, un salaire ou une rémunération, des apporteurs, ou lors de la constitution de la société, des fondateurs, ou d'une société souscrivant 10% du capital de la société, ou lors de l'aug-

(1) PIC, CONSTANTIN et KREHER, *Les Décrets-lois de 1935 sur la protection de l'épargne*, p. 85.

mentation du capital des gérants ou administrateurs ou de la société elle-même ou de toute entreprise possédant le dixième du capital ;

« 3° Les personnes à qui l'exercice de la fonction de gérant ou d'administrateur est interdite ou qui sont déchues du droit d'exercer cette fonction ;

« 4° Le conjoint des personnes susvisées. »

Il faut encore mentionner que si l'une des causes d'incompatibilité ci-dessus indiquées survient au cours du mandat, l'intéressé doit cesser immédiatement d'exercer ses fonctions et en informer les fondateurs ou gérants suivant les cas au plus tard 15 jours après la survenance de cette incompatibilité.

Toute personne qui aura enfreint l'une de ces prescriptions sera punie d'une amende de 1.000 à 20.000 francs.

Pour être complets, mentionnons toutefois qu'à la sanction pénale ne vient pas s'ajouter la sanction civile. En effet, les délibérations prises par l'assemblée des actionnaires sur le rapport d'un commissaire coupable ne sont pas annulées.

2° *Les commissaires aux comptes.* — Nous touchons sur ce point à l'une des modifications les plus importantes que le décret de 1935 ait fait subir à la législation antérieure. Les articles 32 et 34 de la loi du 24 juillet 1867 exigeaient déjà comme condition de validité de la société anonyme, la présence auprès du conseil d'administration d'un ou de plusieurs commissaires chargés de con-

trôler la comptabilité et la marche des affaires sociales, les administrateurs devaient remettre chaque semestre un état sommaire de situation à la disposition des commissaires, enfin ces derniers avaient droit de convoquer à toute époque l'assemblée générale.

Mais il importe de remarquer que les termes de l'article 33 de la loi ne permettaient guère aux commissaires de procéder aux investigations nécessaires pour la bonne marche de leur institution. « En effet, ils ne pouvaient prendre communication des livres et examiner les opérations de la société que pendant le trimestre qui précédait l'époque fixée par les statuts pour la réunion de l'assemblée générale... »

D'autre part leur choix était libre et ainsi ils donnaient souvent peu de garanties.

Il fallait réformer cette situation, c'est ce qu'a fait le décret, objet de notre étude :

Il a fait un double travail, création d'une liste d'incompatibilité d'une part, (ceci pour assurer la parfaite indépendance des commissaires), création et mise au point, d'autre part, en ce qui concerne spécialement les sociétés faisant appel à l'épargne publique, d'un véritable corps de techniciens réglementés par les pouvoirs publics.

En ce qui concerne les incompatibilités, cette réglementation s'applique à toutes les sociétés. Ces incompatibilités sont les mêmes que celles que nous avons relevé pour les commissaires aux apports; encore faut-il y ajouter deux nouvelles prescriptions :

1° L'incompatibilité absolue établie entre les fonctions de commissaire pris sur la liste de la Cour d'Appel et celles d'administrateur de sociétés;

2° L'interdiction aux commissaires ordinaires de devenir administrateurs des sociétés qu'ils contrôlent moins de 5 années après l'expiration de leur mandat.

Voilà la nouvelle réglementation en ce qui concerne toutes les sociétés, on nous permettra d'ajouter qu'elle est exagérément sévère et voire même draconienne. « Dominé par la crainte de voir les commissaires manœuvrés par les administrateurs que leur mandat est de contrôler, l'article 33 nouveau étend même cette incompatibilité temporaire sanctionnée par de lourdes amendes, aux sociétés dans lesquelles la société qu'ils contrôlent possède au moins un dixième du capital au moment de la cessation des fonctions du commissaire, et à celles qui, à l'inverse possèdent au moins un dixième du capital de la société contrôlée... Il y a là une réglementation inquisitoriale qui sera le germe d'innombrables litiges » (1).

En dehors de ces précautions exagérées appliquées à toutes les sociétés, le décret-loi dont nous faisons ici l'étude a édicté de nouvelles prescriptions en ce qui concerne les sociétés faisant appel à l'épargne publique; c'est à cet égard surtout, que le décret-loi a fait un effort dans la voie de l'in-

(1) PIC, CONSTANTIN et KREHER, *Les Décrets-lois de 1935 sur la protection de l'épargne*, p. 80.

novation et de la réglementation ; en effet, il a voulu, dans un souci de protection de l'épargne, créer de toutes pièces un corps de techniciens sur lesquels les pouvoirs publics auraient un moyen d'action directe.

En effet, dans les sociétés par actions faisant appel à l'épargne publique, l'un des commissaires au moins, doit être choisi sur une liste établie par une commission siégeant au chef-lieu de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve le siège social de la société.

Cette commission est composée de 4 membres :

1°. Un président de chambre ou un conseiller à la Cour d'appel qui préside avec voix prépondérante ;

2° Un magistrat d'un Tribunal de Première instance du ressort ;

3° Un des présidents des tribunaux de Commerce du ressort ;

Ces trois premières personnes désignées annuellement par le premier président de la Cour d'appel, avant le 1^{er} janvier.

4° Le directeur de l'Enregistrement exerçant ses fonctions dans le ressort de la Cour d'appel.

Cette commission jouit d'une certaine liberté dans le choix des commissaires, tout au moins d'après le régime de ce décret-loi.

Les commissaires ainsi choisis ne peuvent être évincés, en effet, le décret dispose en outre que si l'Assemblée des actionnaires d'une société faisant appel à l'épargne publique n'a désigné aucun commissaire choisi sur cette liste, tout actionnaire peut

demander au Président du tribunal de commerce statuant en référé, les représentants de la société dûment appelés, de nommer un commissaire choisi sur la liste dressée par la commission dont nous venons de parler.

Nous devons noter à ce sujet une étrangeté. En effet, alors que les commissaires choisis par le Président du tribunal de commerce sont nommés pour trois ans, la durée normale du mandat de commissaire n'est que d'un an.

Le rôle de ces commissaires tel que le décret le définit est beaucoup plus important et plus précis que celui qui leur incombait aux termes de la loi du 24 juillet 1867, en effet :

1° Alors qu'aux termes de l'article 32 ancien, afin de faire leur rapport à l'assemblée générale des actionnaires, les Commissaires ne pouvaient exercer leur droit de communication et d'investigation que pendant le trimestre qui précédait l'époque fixée par les statuts pour la réunion de cette assemblée, aux termes de l'article 32 nouveau, les Commissaires ont maintenant toute l'année pour agir ;

2° Les commissaires ont le droit de convoquer en cas d'urgence, à n'importe quel moment, l'Assemblée générale des Actionnaires ;

3° Ce qui est pour la défense directe de l'épargne d'une extrême importance, ils ont le droit et même le devoir de jeter le regard sur les marchés passés par les Administrateurs pour le compte de la société, marchés dans lesquels ils peuvent prendre ou conserver un intérêt direct avec une auto-

risation spéciale de l'Assemblée. Le décret stipule qu'en ce qui concerne ces opérations, les Commissaires devront faire un rapport spécial.

Outre ces extensions de leur tâche, les commissaires ont gardé leur rôle principal, à savoir la confection du rapport dans lequel ils rendent compte à l'Assemblée générale de l'accomplissement de leur mandat, tout en signalant les irrégularités et inexactitudes relevées par eux au cours de leurs travaux.

La responsabilité des Commissaires est sanctionnée de façon sévère; à cet égard le décret est rigoureux et même, à force de rigueur, illogique. En effet, en ce qui concerne la violation des prescriptions relatives aux incompatibilités, la peine encourue sera une amende de 1.000 à 20.000 francs.

De plus, le décret stipule que sera frappé d'une amende de 1.000 à 20.000 francs et d'un emprisonnement de un à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement, tout commissaire qui aura sciemment donné ou confirmé des informations mensongères sur la situation de la société, ou qui n'aura pas révélé au Procureur de la République les faits délictueux dont il aura eu connaissance.

La responsabilité incombant aux commissaires est donc très sévèrement appréciée. La fraude qu'ils seraient tentés de commettre, soit en se rendant coupables eux-mêmes d'inventions préjudiciables à l'intérêt de la société, soit en donnant à de telles inventions, le poids de leur approbation, est justement et rigoureusement réprimée; mais ce n'est pas sans un sentiment de surprise que nous

voyons qu'ils sont susceptibles d'encourir les peines fixées par le décret en péchant par omission, serait-on tenté de dire, ou mieux en ne se résignant pas à la délation.

Ce qui rend d'ailleurs leur situation encore plus difficile, c'est une erreur du décret en question, qui, d'un côté, leur impose cette attitude de révélations obligatoires envers les autorités, et qui, de l'autre, déclare que les dispositions de l'article 378 du Code pénal (c'est-à-dire les textes relatifs à la révélation de secrets) leur sont applicables. Les auteurs sont unanimes à déclarer que ces deux points de vue sont inconciliables, c'est aussi notre avis.

Toute cette législation avait besoin d'une réforme certaine, elle devait être remaniée dans un sens plus souple et plus étudié.

Ce sera l'œuvre, nous le verrons dans un prochain chapitre de la législation postérieure aux décrets de 1935.

**§ 2. — Les décrets du 16 juillet et du 8 août 1935
complétant et modifiant les articles 405 et 408 du Code pénal.**

En renforçant les peines qui frappent les auteurs des délits d'escroquerie et d'abus de confiance, les décrets du 16 juillet et du 8 août 1935, ont cherché à dresser devant les entreprises des pillleurs de l'épargne, la muraille protectrice d'une législation plus sévère et partant plus intimidante.

Etudions d'abord les dispositions législatives concernant l'escroquerie.

A) L'ESCROQUERIE

C'est le délit prévu et réprimé par l'article 405 du Code pénal. Il n'est pas inutile, au début de cette étude basée entièrement sur des modifications de textes, de rappeler les termes exacts de cet article... « Quiconque soit en faisant usage de faux noms ou de fausse qualité, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, aura par un de ces moyens escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins ou de cinq ans au plus... »

Cet article conçu en termes généraux, permet de poursuivre toute une série d'infractions parmi lesquelles figurent notamment les infractions commises en matière de société.

Mais, parmi ces infractions, les plus graves étaient commises au préjudice de l'épargne et si, dans la pratique, les pénalités s'avéraient déjà insuffisantes pour assurer la répression des délits ordinaires, lorsqu'on se trouvait en présence d'infractions intéressant l'épargne, il devenait manifeste qu'alors, les magistrats n'avaient pas en mains les armes suffisantes, pour prévenir au moyen de peines exemplaires le retour de délits

dont la gravité se mesurait non seulement au quantum des sommes détournées, mais encore aux incidences sociales et aux troubles profonds qui en résultaient.

Une double réforme s'imposait :

1° Le renforcement des peines pour tous les coupables du délit d'escroquerie ;

2° La création de peines spéciales, plus graves encore que les premières, destinées à frapper tous ceux qui, pour commettre de telles infractions s'adresseraient à l'épargne publique au moyen d'un mode de publicité quelconque.

La première mesure a été réalisée :

1° Par le décret du 16 juillet 1935, qui modifie le premier alinéa de l'article 405 en ce qui concerne la peine d'amende applicable à tous les délinquants en matière d'escroquerie. Cette peine sera désormais portée de 1.000 à 10.000 francs, alors que précédemment elle ne pouvait aller que de 50 à 3.000 francs.

2° Par le décret du 8 août 1935 qui modifie et complète l'alinéa 3 de l'article 405 et déclare que dans tous les cas, les coupables pourront être frappés pour dix ans au plus de l'interdiction des droits mentionnés à l'article 42 du Code pénal, et qu'en outre, la peine accessoire de l'interdiction de séjour pourra être prononcée contre eux pendant le même laps de temps.

Le renforcement des peines applicables à tous les délits en matière d'escroquerie se trouvant ainsi réalisés, par l'élévation du taux de l'amende et l'application des pénalités accessoires, dont

l'une, l'interdiction de séjour, est très intimidante, il importait de mettre au point la seconde réforme dont nous indiquions la nécessité.

La seconde mesure a été réalisée par le décret du 8 août 1935 modifiant l'alinéa 2 de l'article 405. Ce décret dispose en effet: « que si le délit a été commis par une personne ayant fait appel au public en vue de l'émission d'actions, obligations, bons, parts ou titres quelconques, soit d'une société, soit d'une entreprise commerciale ou industrielle, l'emprisonnement pourra être porté à 10 ans et l'amende à 50.000 francs ».

La seconde mesure que nous indiquions se trouve donc réalisée (création de peines spéciales contre les escrocs, pilleurs de l'épargne).

B) L'ABUS DE CONFIANCE

C'est le délit prévu et réprimé par l'article 408 du Code pénal ainsi conçu: « Quiconque aura détourné ou dissipé au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissements, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé... sera frappé d'une peine de 2 mois à 2 ans d'emprisonnement, et d'une amende allant depuis 25 francs minimum

jusqu'au quart des restitutions et dommages-intérêts dus à la victime ».

Comme dans le cas précédent, les décrets-lois de 1935 ont agi dans un double sens :

1° Renforcement des pénalités prévues pour tous les coupables d'abus de confiance ;

2° Création de peines spéciales frappant ceux qui ont commis cet abus de confiance au moyen d'un appel au public.

La première mesure a été réalisée par le décret du 16 juillet 1935. Ce décret a maintenu la peine de prison déjà édictée tout en modifiant le quantum de l'amende dont le maximum se trouve élevé de 1.000 à 10.000 francs et qui, de plus, pourra être porté au quart des restitutions et des dommages-intérêts s'il est supérieur au maximum prévu à l'article précédent.

Mais le décret, en ce qui concerne les peines complémentaires prévues par la loi, renvoie à l'article 405 alinéa 2 et non à l'alinéa 3 dudit article qui vise les peines complémentaires, il en résulte une confusion dont bénéficient les coupables d'abus de confiance au sens général du terme, puisque aucun doute à cet égard n'étant possible, on ne peut leur appliquer que les dispositions de l'alinéa 12 ancien et par conséquent les frapper de l'interdiction de séjour. Tout ce qu'il est possible de leur faire, c'est de les priver pendant 5 ou 10 ans des droits mentionnés à l'article 42 du Code pénal.

La seconde mesure a été réalisée par le décret du 8 août 1935, le nouvel article 408, alinéa 2 du

Code pénal et qui se trouve conçu en ces termes :
«... Si l'abus de confiance a été commis par une personne faisant appel au public afin d'obtenir soit pour son propre compte, soit comme directeur, administrateur, ou agent d'une société ou d'une entreprise commerciale ou industrielle, la remise de fonds ou valeurs à titre de dépôt de mandat ou de nantissement, la durée de l'emprisonnement pourra être portée à dix ans et l'amende à 50.000 francs ».

La magistrature possède maintenant des armes plus sérieuses contre les pillleurs de l'épargne et il faut noter que l'élévation de ces peines a satisfait l'opinion.

**§ 3. — Le décret du 30 octobre 1935 sur les comptes et bilans
modifiant l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867.**

Le souci de la protection de l'épargne est ici présenté semble-t-il sous une forme nouvelle.

Les auteurs des décrets semblent s'être efforcés d'agir de façon à ce que l'épargne puisse se protéger elle-même. En effet, le décret a voulu qu'à côté des commissaires chargés du rôle principal, les actionnaires eux-mêmes, c'est-à-dire les principaux intéressés, aient la possibilité de se rendre compte de la situation réelle de la société.

Une réforme s'imposait sur ce point. En effet, sous l'empire de l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, les actionnaires ne possédaient pas les moyens nécessaires d'investigation. Ils ne pou-

vaient prendre connaissance de l'inventaire et de la liste des actionnaires au siège social de la société que 15 jours seulement avant l'assemblée générale. Il en était de même pour la copie du bilan.

En outre, ce qui était plus préjudiciable encore à leurs intérêts, les autres éléments de comparaison et de discussion (comptes de profits et pertes, etc.) ne se trouvaient pas à leur disposition et, enfin, aux époques différentes où ils pouvaient exercer leur contrôle embryonnaire, les actes qui leur étaient présentés ne l'étaient pas obligatoirement sous la même forme, de sorte que leurs prérogatives restaient le plus souvent lettre morte, et qu'ils acceptaient en bloc, ce qu'ils ne pouvaient critiquer faute de moyens.

Il fallait pour que toutes ces dispositions ne soient pas illusoires, leur permettre, à la fois : d'étudier des actes présentés toujours suivant la même forme, de pouvoir prendre connaissance des documents intéressant le contrôle et la situation de la société à une époque convenable et, enfin, de pouvoir en tout temps se reporter au passé pour faire les comparaisons et les études nécessaires.

C'est tout cela qu'a réalisé le décret du 30 octobre 1935 :

1° Il a obligé la société à tenir à la disposition des actionnaires, au siège social, quinze jours avant la date de l'Assemblée générale, non seulement l'inventaire, le bilan et la liste des actionnaires, mais encore le rapport du conseil d'administration et le rapport des commissaire aux comptes ;

2° Il a permis en tout temps, à tout actionnaire, de prendre connaissance au siège social de la société, des bilans, comptes, comptes des profits et pertes, rapports du conseil d'administration et des commissaires, et, d'une façon générale, de tous les documents qui ont été fournis aux Assemblées générales durant les trois dernières années ;

3° Enfin, pour faciliter le travail de comparaison et de confrontation auquel les actionnaires pourront se livrer, le décret a stipulé que le bilan et le compte des profits et pertes devaient être établis chaque année dans la même forme que l'année précédente ». Il a décidé en outre, que les méthodes d'évaluation des divers postes devaient être immuables, à moins que l'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des motifs exposés dans le rapport des commissaires, n'approuve expressément chacune des modifications apportées, soit au mode de présentation des chiffres, soit aux méthodes d'évaluation.

Ainsi se trouve réalisée par le décret la réforme nécessaire qui a pris place dans l'art. 35 nouveau de la loi du 24 juillet 1867.

§ 4. — Le décret du 30 octobre 1935 sur les formalités de publicité des sociétés, modifiant les articles 55 et suivants de la loi du 24 juillet 1867, les articles 10 et suivants de la loi du 7 mars 1925 et les articles 6 et suivants de la loi du 18 mars 1919.

Sur ce point, l'effort du décret-loi du 30 octobre 1935 s'est exercé dans le sens de l'amélioration et de l'aménagement rationnel de la publicité requise.

A) L'AMÉLIORATION

Le décret a supprimé le dépôt des statuts de la société au greffe de la Justice de Paix, il a exigé le dépôt de l'acte constitutif de la société au greffe du tribunal de commerce du siège social de la société (à cet égard, il faut distinguer l'acte sous seing privé de l'acte notarié, si l'acte est sous seing privé, il faut deux originaux de l'acte constitutif, si l'acte est notarié, le décret exige deux expéditions).

Le dépôt de ces actes doit se faire dans le mois de la constitution de la société. Le décret a modifié sur ce point le précédent article 61 de la loi du 24 juillet 1867 et a supprimé le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de chaque succursale si l'on est en présence d'une société qui a plusieurs succursales. Il a exigé en outre, la publication de l'acte constitutif et des pièces annexes dans un journal d'annonces légales, cette exigence étant plus absolue que la première, à savoir que la publication doit avoir lieu non seulement dans un journal d'annonces du lieu du siège social, mais encore dans un journal du lieu où se trouve chaque succursale de la Société.

Les mentions qui doivent figurer dans cette publication sont assez nombreuses; elles ont trait à la forme de la société, à sa raison sociale, à son siège, à son objet, ceci en ce qui concerne toutes les sociétés et en outre, il existe des mentions variables suivant la forme de la société (montant du capital social, montant de sommes fournies par les commanditaires, dispositions sur les réserves pour certaines

sociétés anonymes, etc.), viennent s'ajouter enfin les mentions concernant le greffe du Tribunal de commerce où l'on a effectué le dépôt des statuts et la date de ce dépôt. Une sanction a été prévue pour les manquements à ces règles précitées, cette sanction sera une amende de 50 à 1.000 francs.

B) L'AMÉNAGEMENT RATIONNEL

Pas d'aménagement rationnel sans centralisation et sans classification, c'est pourquoi il appartenait au décret du 30 octobre 1935 que nous étudions, de créer par une modification à l'article 10 de la loi du 18 mars 1919 un registre central du commerce tenu à Paris, à l'Office National de la Propriété Industrielle.

Ce registre central est destiné à recevoir les mentions concernant l'ensemble des commerçants et des sociétés de commerce résidant en France.

Toutes les sociétés commerciales sont astreintes à la formalité de l'immatriculation, l'article 5 du décret du 30 octobre 1935 modifiant l'article 20 de la loi du 7 mars 1925 décide que les sociétés à responsabilité limitée y seront également astreintes. Il faut noter que cette immatriculation sur le registre central n'est pas faite par le requérant lui-même mais par le greffier qui, dans le mois de l'inscription fait parvenir à l'Office le double de la déclaration que lui a remis la personne intéressée.

Nous devons présenter une dernière observation en ce qui concerne la mise en œuvre de ces nouvelles mesures, le décret-loi du 30 octobre 1935 laissait prévoir pour sa mise en vigueur l'intervention

d'un décret portant règlement d'administration publique: ce décret a paru, c'est celui du 17 juillet 1936, il a fixé au premier jour du deuxième mois suivant celui de sa publication, l'entrée en vigueur des dispositions du décret du 30 octobre 1935. Ces dispositions s'appliqueront donc à partir du 1^{er} septembre 1936 (1).

§ 5. — **Le décret du 30 octobre 1935**
complétant la loi du 15 novembre 1933 sur l'exercice du droit de
vote dans les Assemblées d'actionnaires (*Assemblées générales*)

Ce décret a pour but de protéger le plus efficacement possible les petits porteurs d'actions qui risqueraient lors des Assemblées générales annuelles ou extraordinaires de se voir supplanter et sacrifier aux intérêts des gros porteurs.

On sait qu'il existe pour les sociétés anonymes et pour les sociétés en commandite par actions deux sortes d'assemblées: les Assemblées générales annuelles d'une part et les Assemblées extraordinaires d'autre part.

Les conditions de participation à ces assemblées ne sont pas les mêmes. Alors que ce sont les statuts de la société qui fixent les conditions d'admission aux assemblées générales en principe annuelles, en déterminant le nombre minimum des actions qu'il faut posséder pour y participer (soit à titre de possesseur d'actions, soit à titre de mandataire

(1) CONSTANTIN et GAUTRAT, *Traité de Droit pénal en matière de sociétés*, p. 337.

agréé d'un groupe d'actionnaires), par contre, en ce qui concerne les assemblées extraordinaires, en principe une seule voix suffit pour y figurer.

Le décret est intervenu dans le but que nous avons indiqué et dans un double sens :

1° *En ce qui concerne les Assemblées extraordinaires.* Il a combattu une pratique vicieuse, celle qui consistait à n'attribuer, malgré la loi, qu'une seule voix à plusieurs actions, dans ce sens, il a réaffirmé le principe de proportionnalité, une voix par action ;

2° *En ce qui concerne les Assemblées générales en principe annuelles.* Il a tracé des limites à la liberté que prenaient les statuts au sujet des conditions d'admission parmi ces assemblées. Dorénavant, le nombre des actions exigées pour participer à ces assemblées ne pourra être supérieur à vingt et le décret ajoute... « Toutefois si ce dernier nombre représente une fraction du capital social inférieure à un vingt millième, le nombre des actions qu'il est nécessaire de posséder peut être supérieur à vingt sans pouvoir représenter plus d'un vingt millième du capital social. »

Ainsi par ces mesures de démocratie économique, les intérêts des petits porteurs seront protégés et ils seront mieux à même de défendre leurs manières de voir en ce qui concerne la gestion de la société.

CHAPITRE III

Les créations des décrets-lois de 1935 en ce qui concerne la protection de l'épargne

§ 1^{er}. — La réglementation du démarchage par les décrets-lois du 8 août et 30 octobre 1935.

La profession de démarcheur, comme toutes les professions a toujours compris des honnêtes gens, mais elle a eu aussi le triste privilège au cours des années écoulées d'en compter peu, c'est ce qui permit à M. Jèze de s'écrier en 1935 : « La profession de démarcheur à domicile étant à l'origine de tous les grands krachs financiers et présentant des dangers manifestes et inévitables, le plus sage est d'interdire le démarchage, même si quelques démarcheurs honnêtes et consciencieux en souffrent ».

Nous verrons que le législateur ne s'est pas encore décidé à suivre complètement l'opinion de M. Jèze; quoiqu'il en soit, les décrets du 8 août et du 30 octobre 1935 ont eu le mérite d'aborder un pro-

blème qu'avant eux la législation n'avait pas examiné malgré son importance. Le décret du 8 août 1935 constitue la base même de la réglementation du démarchage, le décret du 30 octobre ne joue qu'un rôle accessoire et simplificateur.

Le décret du 8 août 1935, dans son article premier établit une définition du démarchage, une définition qui résulte d'une distinction: il sépare démarchage proprement dit de colportage.

Examinons tout d'abord les deux définitions :

« ...L'article premier nous parle du colportage: le colportage, dit-il, consiste dans le fait de se rendre au domicile des particuliers autres que les banquiers et les officiers ministériels ou dans les lieux publics non réservés à cet effet, pour offrir ou se procurer des valeurs mobilières avec livraison immédiate des titres et paiement immédiat total ou partiel soit en argent, soit en valeurs... »

Le colportage ainsi défini est purement et simplement interdit, les peines prévues en cas d'infraction sont celles de l'article 405 du Code pénal. Notons que la disposition applicable sera celle de cet art. 405 modifié par le décret du 8 août 1935, pour tous les cas où le délit a été commis par une personne ayant fait appel au public, c'est-à-dire, que le délinquant encourra une peine pouvant s'élever jusqu'à dix ans d'emprisonnement et une amende pouvant s'élever jusqu'à 50.000 francs.

Voyons maintenant la définition du démarchage... « l'article 2 nous parle du démarchage, le démarchage, nous dit-il, consiste dans le fait de se rendre habituellement au domicile des particu-

liers, autres que les banquiers et les officiers ministériels ou dans les lieux publics non réservés à cet effet, pour conseiller la souscription, l'achat, l'échange ou la vente des valeurs mobilières ou une participation à des opérations sur des valeurs... »

Les auteurs des décrets n'ont pas voulu faire sur ce point l'effort nécessaire qu'ils avaient fait sur le premier point, celui du colportage, ils n'ont pas supprimé le démarchage, ils l'ont réglementé.

C'est sur ce point que nous formulerons notre seconde critique la réglementation prévue est trop compliquée, si compliquée, qu'il a fallu sur certains points que le décret du 30 octobre 1935 simplifie ce qu'avait établi celui du 8 août.

Cette réglementation a trait à trois points importants :

1° Le décret impose au démarcheur et au banquier employeur des obligations nombreuses et précises ;

2° Le décret du 8 août établit des restrictions sévères concernant les banques pouvant employer des démarcheurs. (Restrictions amenuisées par celui du 30 octobre) ;

3° Le décret dresse une liste d'opérations en vue desquelles le démarchage est interdit.

Toute cette réglementation est établie sous le signe de la répression la plus sévère et la plus minutieuse, la plus complexe aussi.

Nous examinerons successivement ces trois groupes de restrictions que le décret apporte à la liberté de la profession de démarcheur.

PREMIER POINT.— *Les Obligations du démarcheur et du banquier.*

L'article 5 du décret du 8 août 1935 est ainsi rédigé : « Tout démarcheur est tenu d'être porteur d'une carte d'emploi délivrée par un banquier, il ne peut en tenir qu'une seule, un règlement d'administration publique en fixera la forme et les mentions qui doivent y figurer; le démarcheur doit restituer la carte au banquier dans les 24 heures de la demande qui lui est faite par lettre recommandée, en cas de non-restitution, une amende de 300 à 500 francs est prévue contre le démarcheur ».

Nous avons eu la curiosité de nous reporter à l'article 4 de ce décret d'Administration publique prévu par le texte même du décret-loi, ce nouveau texte nous donne des précisions qu'il importe d'énoncer, les voici: « La carte d'emploi visée à l'article 5 du décret du 8 août 1935 est annuelle, elle est signée du titulaire et d'un représentant qualifié de la banque, la signature de ce dernier doit être légalisée, elle porte un numéro d'ordre et la photographie du demandeur, revêtue du timbre de la banque.

Elle mentionne :

1° Le nom et le siège de la banque qui l'a délivrée, et s'il y a lieu, le syndicat dont la banque fait partie ;

2° Le nom et les prénoms du titulaire ;

3° La date et le lieu de sa naissance ;

4° Son domicile ;

5° L'année pour laquelle cette carte est valable.
(Toutes les autres mentions sont prohibées).

L'article 6 du décret du 8 août 1935 nous expose ensuite les obligations incombant au banquier, les voici : Tout banquier qui a recours au démarchage, doit préalablement déposer au Parquet du Procureur de la République de son siège social ou de ses succursales ou agences pour le personnel employé par elles, une déclaration écrite contenant les noms, adresses, état civil des personnes qu'il compte employer à cet effet et qui devront obligatoirement être de nationalité française. Il ne pourra délivrer la carte d'identité à ses démarcheurs qu'après l'expiration du délai de trois jours francs à compter de la remise du récépissé de sa déclaration. Ne pourront en aucun cas obtenir la carte, les individus à qui l'exercice de la profession de banquier est interdit. Sur simple demande du parquet formulée à cet effet, la carte devra être retirée. La non exécution de ces prescriptions sera punie d'une amende de 500 à 5.000 francs.

Notons, en outre, qu'en cas de non-restitution de la carte par le démarcheur au banquier qui en a fait la demande, le banquier devra aviser de ce refus le Procureur de la République dans un délai de 15 jours, par lettre recommandée et sous peine d'une amende de 300 à 500 francs; qu'en outre le banquier est considéré comme civilement responsables des fautes ou imprudences de ses démarcheurs et qu'enfin l'article 7 du décret interdit au démarcheur de proposer aux clients qu'il sollicite des opérations autres que celles pour lesquelles il a reçu les instructions expresses du banquier employeur, sous peine de se voir appliquer l'arti-

cle 405 du Code Pénal, renforcé dans le sens que nous avons vu précédemment.

De cet amas de réglementation très précise une chose essentielle paraît à retenir: Le décret a voulu déterminer les responsabilités de chacun, et soumettre au contrôle strict de l'autorité judiciaire, les personnes qui s'en iront vers l'épargne portant avec elles la ruine ou le légitime profit. Le banquier se désigne lui-même et désigne au Parquet ses collaborateurs, le Parquet a un droit de regard sur cette demande, un délai pour l'examiner, la possibilité de refuser en cas de délits commis précédemment par le candidat démarcheur ou de mauvais renseignements le concernant, et, de plus, une fois la nomination faite, il a encore le pouvoir nécessaire pour faire retirer cette carte, sur sa simple demande, sans avoir besoin de fournir de motifs.

En ce qui concerne la carte elle-même, notons qu'en édictant... « que toutes les autres mentions seraient prohibées », le règlement d'administration publique a voulu empêcher ce qui aurait pu être la dernière ressource de la fraude, à savoir l'inscription sur la carte de mentions susceptibles de donner aux clients éventuels une trop grande confiance en leur démarcheur, telles que par exemple des mentions honorifiques inutiles à l'authenticité peu vérifiable.

DEUXIÈME POINT. — *Les restrictions concernant les banques pouvant se livrer au démarchage.*

Sur ce point, il importe de distinguer entre les

dispositions du décret-loi du 8 août 1935 et celles du décret-loi du 30 octobre 1935.

Sous l'empire du premier décret (celui du 8 août) seules, les banques faisant partie d'organisations syndicales, pouvaient se livrer au démarchage, les conditions dans lesquelles ce démarchage pourrait être pratiqué étant déterminées par un règlement d'administration publique prévu par l'article 12 du décret.

Le second décret (celui du 30 octobre) fait preuve d'une sévérité moindre et permet à des banques ne faisant pas partie d'organisations syndicales, mais présentant de sérieuses garanties, de se livrer tout de même au démarchage, dans les conditions fixées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 12 du décret du 8 août 1935.

Quelles sont alors les banques pouvant recourir au démarchage et dans quelles conditions le peuvent-elles ?

Le règlement d'administration publique auquel il était fait allusion a paru et s'exprime en ces termes (décret du 28 avril 1937) :

1° Sur la question des banques pouvant recourir au démarchage :

« ...Peuvent seules avoir recours au démarchage, en vue d'opérations sur valeurs mobilières :

a) les banques faisant partie depuis deux ans au moins d'organisations syndicales professionnelles régulièrement constituées et remplissant les conditions fixées par l'article 2 du présent décret ;

b) les banques qui, ne faisant pas partie d'organisations syndicales professionnelles dans les condi-

tions fixées par l'alinéa précédent, comptent plus de cinq années d'existence ininterrompues, et ont satisfait aux prescriptions de l'article 3 du présent décret.

2° Dans quelles conditions, les banques sus-indiquées peuvent-elles recourir au démarchage ?

a) En ce qui concerne les banques faisant partie d'organisations syndicales professionnelles dans les conditions indiquées plus haut ;

L'article 2 du règlement d'administration publique est ainsi conçu : « Toute organisation syndicale professionnelle dont l'un ou plusieurs de ses membres se proposent de recourir au démarchage en vue d'opérations sur valeurs mobilières, doit accomplir les formalités suivantes : le représentant qualifié de l'organisation syndicale adresse au Ministre des Finances une déclaration l'informant que ses membres ont l'intention de recourir au démarchage. A cette déclaration sont joints en double exemplaire, les statuts de l'organisation syndicale professionnelle et la liste des personnes qui en assurent l'administration et la direction, l'énumération des banques qui en font partie et en ce qui concerne chacune d'elles une notice contenant les renseignements exigés soit par l'article 4 de la loi du 18 mars 1919 sur le registre du commerce pour une banque privée, soit par l'article 6 et par l'alinéa premier de l'article 7 de ladite loi pour une société.

Le Ministre des Finances donne récépissé de cette déclaration. Les membres de l'organisation syndicale professionnelle ne peuvent avoir recours au démarchage en vue d'opérations sur valeurs mo-

bilières, qu'après l'expiration du délai de 30 jours à partir de la date dudit réceptionné.

b) En ce qui concerne les banques ne faisant pas partie d'organisations syndicales professionnelles, l'article 3 du règlement d'administration publique est ainsi conçu : « Toute banque de cette nature, doit, si elle veut recourir au démarchage en vue d'opération sur valeurs mobilières accomplir les formalités suivantes. Le banquier ou, s'il s'agit d'une société, son représentant qualifié pris parmi les personnes responsables de sa gestion adresse directement au Ministre des Finances la déclaration et les renseignements prévus pour les banques à l'article précédent.

Le Ministre des finances donne réceptionné de cette déclaration, la banque ne peut recourir au démarchage qu'à l'expiration d'un délai de 30 jours à partir de la date dudit réceptionné.

Les sanctions prévues dans le cas de non-observation des prescriptions de ces articles sont :

1° La possibilité ouverte au ministre par notification, d'interdire à toute société de recourir au démarchage ;

2° L'application éventuelle des peines de l'article 405 du Code pénal.

TROISIÈME POINT. — *Les opérations en vue desquelles le démarchage est interdit.*

Le décret du 8 août 1935 stipule sur ce point que le démarchage est interdit :

1° En vue de participations à des syndicats ayant

pour objet des opérations fondées sur des différences de cours des valeurs mobilières ;

2° En vue d'opérations à terme sur les Bourses étrangères de commerce et de valeurs ;

3° En vue d'opérations sur valeurs émises par des Sociétés étrangères sans la garantie des Etats intéressés ;

4° En vue d'opérations sur valeurs émises par des sociétés françaises n'ayant pas établi deux bilans en deux ans au moins d'existence, ou n'ayant pas de titres cotés sur un marché officiel ou réglementé.

Il est aisé de comprendre le sens de telles restrictions, on a voulu empêcher le plus possible, les opérations purement spéculatives ou dont l'accomplissement ne présenterait pas pour ceux qui en supporteraient la charge financière, des garanties évidentes.

Les auteurs nous fournissent quelques précisions sur la portée et la valeur de ces dernières prescriptions: En ce qui concerne les opérations à terme sur les Bourses étrangères de commerce et de valeurs, ils font remarquer (1) « que la rigueur de la disposition peut être atténuée lorsqu'il s'agit d'opérations portant exclusivement sur les marchandises faisant habituellement l'objet du Commerce ou de l'Industrie de celui qui reçoit les sollicitations ou les offres du démarcheur, aussi l'article premier du décret-loi du 30 octobre 1935 exclut-il de l'interdiction ces dernières opérations ».

(1) PIC, CONSTANTIN et KREHER, *Les Décrets-lois de 1935 sur la protection de l'épargne*, p. 34.

Des peines sévères sont encore édictées contre ceux qui seraient susceptibles d'enfreindre ces dispositions : l'article 405 du Code pénal modifié et aggravé par le décret-loi du 8 août 1935 leur sera purement et simplement appliqué.

Toute cette réglementation concernant le démarchage, est, nous l'avons dit, trop compliquée: de nouvelles restrictions en la matière seront présentées par des textes ultérieurs. Notons, pour terminer, que le décret concernant le démarchage a prévu, en dehors des sanctions pénales qu'il édicte, une sanction civile. Le banquier est en effet, malgré toute convention contraire, considéré comme le commettant de ses démarcheurs, et ainsi rendu responsable des dommages causés par leur imprudence ou leur négligence dans les termes de l'article 1384.

§ 2. — La création de l'incapacité, à titre de peine, du droit d'administrer ou de gérer une société et l'institution de la procédure de déchéance de ce droit.

Ces créations sont l'œuvre du décret du 8 août 1935 ou plus exactement du premier des décrets du 8 août 1935 que nous retrouverons d'ailleurs dans le paragraphe suivant lorsque nous étudierons les autres mesures qu'il a prises dans l'intérêt de la défense de l'épargne.

Nous avons vu précédemment, comment et avec quelle minutie, les décrets de 1935 avaient organisé la responsabilité des administrateurs et gérants. Une réglementation sévère de leur recrute-

ment s'imposait encore en vertu du principe (qui peut trouver encore ici son application) qu'il vaut mieux prévenir que guérir et qu'il est préférable d'interdire l'accès de ces fonctions à ceux que leur passé a rendu indignes, plutôt que de les frapper de peines rigoureuses dans le cas où ils se rendraient coupables de nouvelles infractions.

C'est pourquoi, entre autres mesures, le premier des décrets du 8 août 1935 a institué :

1° L'interdiction à titre de peine, d'exercer les fonctions d'administrateur et de gérant ;

2° La déchéance du droit d'administrer ou de gérer une société avec une procédure nouvelle et précise ;

3° Les sanctions pénales qui s'imposent dans le cas où les dispositions de ces décrets seraient violées.

PREMIER POINT. — *L'interdiction à titre de peine d'exercer les fonctions d'administrateur et de gérant.*

Nous disons bien, à titre de peine, en effet, avant le décret que nous étudions, il existait déjà des incapacités édictées dans le but de frapper d'une peine accessoire ceux qu'elles voulaient atteindre, elles étaient édictées en raison de la fonction ou du caractère des personnes visées : ces personnes visées étaient les notaires et les avocats, d'une part, les fonctionnaires publics et les militaires d'autre part, enfin les agents de change, les députés et les sénateurs. Il est facile de comprendre

le bien-fondé de ces règles et de voir quelles collusions on avait voulu ainsi éviter.

Mais, en dehors de ces personnes que leur caractère écartait de ces fonctions, toutes les autres pouvaient participer aux travaux des sociétés en qualité d'administrateurs ou de gérants, même si ces personnes se trouvaient être des condamnés de droit commun ou des faillis non réhabilités.

C'est pour remédier à cet état de chose que le décret a interdit à titre de peine accessoire, l'exercice des fonctions d'administrateurs et de gérants à deux catégories de personnes, certains condamnés d'une part, les faillis non réhabilités d'autre part.

a) Certains condamnés: ceux qui sont visés dans l'article 6 du décret ainsi rédigé: ...« toute condamnation définitive pour crime de droit commun, pour vol, pour abus de confiance, pour escroquerie ou de la banqueroute, pour soustraction commise par dépositaire public, pour extorsion de fonds ou valeurs, pour émission de mauvaise foi de chèques sans provision, pour atteinte au crédit de l'Etat, pour recel de choses obtenues à l'aide de ces infractions, comporte de plein droit interdiction du droit de diriger, administrer, gérer à un titre quelconque une société par actions ou à responsabilité limitée, ou une agence ou succursale de sociétés par actions ou à responsabilité limitée, ou d'exercer les fonctions de membres du conseil de surveillance ou de commissaire dans ces sociétés, ou d'engager la signature sociale de ces sociétés... toute condamnation pour tentative ou complicité des infractions ci-dessus entraînera la même incapacité... »

Ce texte appelle quelques observations :

1° Il est d'une certaine portée, et permet d'atteindre non seulement tous ceux qui se seraient rendus coupables de crimes et délits de droit commun, mais encore tous ceux qui auront été les complices des auteurs des délits qu'il spécifie, ainsi que ceux qui auront commis la simple tentative de ces délits;

2° Il permet d'atteindre les auteurs des délits nouveaux, créés en matière de responsabilité pénale des administrateurs et gérants des sociétés, par les décrets de 1935;

3° Il permet d'atteindre tout condamné, même si ce dernier n'a été condamné qu'à une peine de principe, même assortie de la loi de sursis (dans ce dernier cas pour une période de 5 ans devons-nous dire, à partir de la condamnation).

b) Les faillis non réhabilités. C'est l'article 6, alinéa 3, du décret qui a prévu leur cas, cette disposition commande quelques précisions:

1° l'interdiction édictée par le décret ne s'applique qu'aux faillis non réhabilités, c'est-à-dire à ceux qui n'ont pas obtenu de concordat, ou qui n'ont pas vu s'écouler un espace de dix ans depuis le jour de leur mise en faillite, c'est-à-dire qui n'ont pas vu jouer en leur faveur la réhabilitation de droit;

2° Ceux qui ont obtenu le bénéfice de la liquidation judiciaire ne rentrent pas dans les termes du décret.

DEUXIÈME POINT. — *La déchéance du droit de gérer et d'administrer une société, et sa procédure.*

L'article 10 du décret est ainsi rédigé : « ... lorsqu'une société anonyme ou à responsabilité limitée est mise en faillite, les administrateurs et les gérants de la dite société peuvent être frappés par le tribunal de commerce de la déchéance du droit d'administrer ou de gérer une société, si une faute lourde a été relevée à leur charge. »

Les conditions générales de cette déchéance sont donc :

1° *Le jugement déclaratif de faillite* de la société anonyme ou à responsabilité limitée, jugement qui devra être devenu définitif;

2° *La faute lourde* relevée à l'encontre des gérants ou administrateurs de la société anonyme.

Pas d'observations en ce qui concerne le jugement; mais, sur le second point, quelques remarques : le décret ne dit pas ce qu'il entend par faute lourde, il faut donc, pour s'en faire une idée, se référer aux principes généraux du droit. La faute lourde est l'erreur si grave, qu'elle ne saurait être imputée qu'à la fraude ou à une absence totale de raison. On ne demande pas à l'administrateur ou au gérant de s'être comportés comme de bons pères de famille, ce qui cependant devrait être admis, mais ce que l'on exige d'eux, c'est qu'ils n'aient pas commis dans l'exercice de leurs fonctions des fautes telles que leur bonne foi ou leur intelligence puissent être mises en doute.

Ce qui fait qu'en définitive si l'on a affaire à des

personnes habiles, les poursuites s'avèreront difficiles.

La procédure de cette déchéance est indiquée par les articles 11 à 13 du décret, elle se déroule de la façon suivante :

1° Le rapport du syndic de faillite, rapport rédigé en triple exemplaire et qui doit être fait dès que le syndic se rend compte des fautes lourdes commises par les gérants et administrateurs;

2° Ce rapport étant transmis au juge-commissaire, ce dernier dénonce les faits au président du tribunal;

3° Le président du tribunal a le choix entre deux solutions: ou bien classer l'affaire s'il estime que la faute lourde n'est pas suffisamment caractérisée, ou bien renvoyer devant le tribunal après avoir avisé de cette décision le procureur de la République et les parties en cause, c'est-à-dire les intéressés et le syndic de la faillite;

4° Si le président du tribunal a estimé devoir renvoyer les parties devant le tribunal, convocation est adressée aux parties par lettres recommandées envoyées par le greffier huit jours au moins à l'avance;

5° Les parties comparaissent en personne ou par mandataire, en chambre du conseil, présentent leurs observations et le tribunal rend son jugement en audience publique. Il faut noter que si le jugement est défavorable aux administrateurs et gérants dont il prononce la déchéance, une certaine publicité par voie d'insertions est prévue par le décret, publicité confiée aux soins du syndic;

6° Il existe des voies de recours contre ces jugements; ces voies de recours sont l'appel ouvert aux intéressés, dans le délai de quinzaine (le même délai qu'en matière de faillite) et au procureur général à qui notification doit être faite dans les trois jours des jugements des tribunaux de commerce déclarant n'y avoir lieu à déchéance; et l'opposition dans un délai de huitaine;

7° Le retrait de cette déchéance pourra être demandé par toute personne frappée ainsi, l'article 18 du décret précité le spécifie; il sera demandé dans un délai de cinq ans, et la juridiction qui l'a prononcé sera seule compétente pour en décider le retrait.

TROISIÈME POINT. — *Les Sanctions.*

Les sanctions édictées par le décret à l'encontre de ceux qui ne se seront pas conformés à ses prescriptions, sont indiquées dans ses articles 8, 9 et 17.

Ces articles sont ainsi rédigés :

ART. 8. — « ... quiconque contrevient à l'interdiction prononcée par les articles 6 et 7 du présent décret, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de 1.000 francs au moins et de 10.000 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

ART. 9. — « ... quiconque aura été condamné par application de l'article 8 du présent décret, ne pourra être employé à quelque titre que ce soit par la société où il aura exercé les fonctions prohi-

bées. En cas d'infraction à cette interdiction, le délinquant et son employeur seront punis des peines portées à l'article 8. »

ART. 17. — « ... est puni des peines prévues à l'article 8 du présent décret quiconque a géré ou administré une société nonobstant la déchéance prononcée par application de l'article 10. »

On voit que ceux qui, malgré l'interdiction édictée à titre de peine par le décret, ont exercé les fonctions d'administrateur ou de gérant, sont durement sanctionnés, qu'il en est de même pour ceux qui, au mépris d'un jugement d'un tribunal de commerce les déclarant déchus de la faculté d'administrer, ont persévéré. Le décret a même prévu de nouvelles peines à l'encontre de ceux qui, condamnés en vertu de l'article 8 et ainsi ne pouvant plus gérer ou administrer la société, y demeurent cependant à titre d'employés; dans ce dernier cas, celui qui les emploie sera poursuivi et frappé des mêmes peines que les délinquants eux-mêmes.

§ 3. — **Le décret-loi du 8 août 1935 et l'application des peines de la banqueroute simple et frauduleuse et de la législation sur la faillite aux administrateurs et gérants d'une société.**

Le décret a voulu remédier à un état de choses qui malheureusement, dans le monde des affaires, se rencontrait fréquemment. Certains administrateurs ou gérants peu scrupuleux, loin de défendre les intérêts qui leur étaient confiés avec toute la loyauté et la conscience désirables, se livraient au

contraire dans leur propre intérêt à des actes de commerce en se servant des biens et du crédit de la société dans un but personnel; ils la transformaient en une institution protectrice de leurs intérêts privés. Il arrivait même souvent qu'à la désagrégation de la société, correspondait une augmentation des revenus et du capital de ceux qui l'avaient mal administrée, augmentation faite évidemment au préjudice des actionnaires, l'administrateur ou le gérant de mauvaise foi ayant la possibilité de se mettre à couvert lorsque la situation devenait périlleuse, alors que les actionnaires, mal informés, n'étaient le plus souvent avertis de la faillite de la société que par la fermeture de ses bureaux.

C'est pour remédier à cet état de choses que l'article premier du décret-loi du 8 août 1935 (premier en date) a modifié l'article 437 du Code de commerce en spécifiant qu'en cas de faillite d'une société, la faillite pourra être déclarée commune à toute personne « qui, sous le couvert de cette société, masquant ses agissements, a fait dans son intérêt personnel, des actes de commerce et disposé en fait des capitaux sociaux comme des siens propres ».

Cette disposition menace les mandataires sociaux de sanctions plus graves pour eux que des sanctions pénales. On peut survivre en effet, dans le monde des affaires, à une condamnation pénale; on survit plus rarement à une faillite, surtout lorsque cette faillite risque d'être d'une portée considérable et qu'en outre on est entre les mains d'un

pouvoir judiciaire peu disposé à faiblir, devant un syndic, mandataire de justice, doué de moyens d'actions importants, et qu'à côté des dispositions de la faillite simple, on sait qu'il existe d'autres dispositions plus sévères, frappant la faillite compliquée de malversations diverses des peines de la banqueroute simple ou frauduleuse.

En effet, le décret a complété comme il était nécessaire ses premières dispositions: les mandataires sociaux se verront traduits en correctionnelle s'ils se sont rendus coupables des malversations et des erreurs plus ou moins volontaires dont parlent avec précision les articles 585 et 586 du Code de commerce (consommation de fortes sommes, emploi pour cette consommation de moyens de pur hasard, moyens ruineux de se procurer des fonds, paiement d'un créancier au préjudice de la masse, défaut de déclaration au greffe dans les quinze jours suivant la cessation des paiements, tenue irrégulière des livres de comptabilité).

Dans les cas que nous venons d'énumérer, ces mandataires sociaux seront frappés des peines de la banqueroute simple qui sont, nous le rappelons, une peine d'amende et d'emprisonnement. Ces cas précités ne résultant purement et simplement que d'une extension des cas ordinaires prévus par le Code de commerce, mais en outre, il faut noter que le décret a créé un cas nouveau de banqueroute simple :

En effet, dans son article 4 il s'exprime ainsi :
« Seront punis des peines portées à l'alinéa 3 de l'article 402 du Code pénal, les administrateurs,

directeurs ou liquidateurs d'une société à responsabilité limitée et d'une manière générale tous mandataires sociaux, qui, en vue de soustraire tout ou partie de leur patrimoine aux poursuites de la société faillie, ou de ses actionnaires, ou de ses créanciers, ont, de mauvaise foi, détourné, ou dissimulé, tenté de tourner ou de dissimuler une partie de leurs biens ou se sont frauduleusement reconnus débiteurs de sommes qu'ils ne devaient pas.

Cette disposition nouvelle est une mesure de prudence supplémentaire prise en vue d'une suprême protection de l'épargne, elle constitue la suite ou mieux, le parachèvement logique des dispositions diverses du décret étudié. Il s'agissait de permettre aux créanciers sociaux de pouvoir se payer sur des patrimoines bénéficiaires de la mauvaise gestion de la société, d'empêcher les administrateurs et mandataires sociaux de bénéficier de la ruine de la société à laquelle ils avaient appartenu et de les déclarer solidaires malgré eux de la société qu'ils étaient chargés d'administrer. Il s'agissait enfin, par la dernière disposition, de faire en sorte que tout ce qui précède ne reste pas lettre morte et d'empêcher les intéressés de tourner la loi.

Ceci fait, il ne restait plus au décret qu'à étendre aux divers mandataires sociaux les dispositions relatives à la banqueroute frauduleuse, c'est ce qu'il a fait dans son article 3. Il a reproduit les termes de l'article 591 du Code de commerce et en a étendu l'application aux mandataires sociaux. La juridiction compétente sera la Cour d'assises, la peine sera les travaux forcés à temps.

**§ 4. — Le décret-loi du 30 octobre 1935
et la situation juridique des obligataires**

Il est utile, au début de cette étude, de faire ce que le décret n'a pas fait, à savoir de donner de l'obligataire une définition précise.

L'obligataire est, par essence, un prêteur, qui reçoit de la société débitrice, en échange de ses capitaux, un titre destiné à matérialiser son droit de créance.

Avant les décrets de 1935, les garanties dont il pouvait bénéficier étaient limitées.

Aucun texte de loi n'était intervenu en cette matière pour asseoir sur des bases solides, les droits et les prérogatives de l'obligataire.

En effet, d'une part, cet obligataire avait vis-à-vis de l'organisme débiteur la position d'un isolé, et d'autre part, les mentions du titre qu'il recevait de cet organisme, n'avaient pas fait l'objet d'une réglementation suffisamment précise et protectrice.

C'est au décret du 30 octobre 1935 que revient le mérite d'avoir sur ces deux points répondu au vœu de l'opinion.

Ce décret, en effet :

1° Groupe les obligataires au sein d'une organisation collective ;

2° Etablit des règles nouvelles en matière d'émission et de mentions portées par les obligations ;

3° Prévoit enfin, pour sanctionner les prescriptions qu'il édicte toute une série de peines dont la

sévérité constituera une garantie supplémentaire pour les obligataires.

A. — L'ORGANISATION COLLECTIVE DES OBLIGATAIRES

L'article 10 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à la question, dispose que les obligations soumises à un même cahier des charges, constituent par leur réunion une masse commune. Les porteurs de ces obligations forment une assemblée générale, et cet organisme collectif, doué de la personnalité civile, pourra prendre des décisions susceptibles de s'imposer à tous.

Cet article jette donc les bases d'une organisation collective des porteurs d'obligations. Cette organisation ainsi établie fonctionnera suivant des règles précises.

Les articles 12, 14, 16 et 17 du décret du 30 octobre 1935 stipulent :

1° Que les obligataires pourront être convoqués à toute époque en Assemblée générale. Cette assemblée sera convoquée soit par les organismes directeurs de la société débitrice elle-même, si cette société est française, soit par les mandataires de la société débitrice, si cette dernière est étrangère, soit enfin, par les personnes désignées sous le nom de représentants de la masse ;

2° Que la convocation se fera par voie d'insertion dans le *Bulletin des Annonces légales obligatoires* et dans un journal d'annonces légales du siège social de la société ou de son mandataire ;

3° Que l'assemblée ne pourra être tenue qu'après un délai franc de huit jours après l'insertion ;

4° Qu'il sera dressé procès-verbal des questions à l'ordre du jour sur lesquelles l'assemblée doit délibérer.

Les articles 11, 13 et 15 du décret précité nous indiquent les personnes qui pourront participer à ces assemblées. Ce seront exclusivement les propriétaires des obligations ou leurs mandataires. Ces obligataires ne pourront choisir pour mandataires, les mandataires sociaux de la société débitrice ou les personnes déchues du droit de gérer.

L'article 18 du décret nous indique les attributions de ces assemblées.

Elles délibèrent sur toutes les mesures qu'il échet de prendre, en vue d'assurer de la façon la plus effective la défense des obligataires, défense qui s'analyse en une véritable défense de l'épargne dont les obligataires sont avant tout les représentants.

C'est, à notre avis, cette idée de la défense de l'épargne qui domine l'ensemble des dispositions de ce décret, et c'est encore dans le sens de cette protection qu'il faut interpréter les dispositions de l'article 20, lequel stipule :

1° Que l'assemblée délibérera sur toutes les mesures relatives à la modification de la forme de la société.

2° Que cette délibération sera nécessaire pour le cas de fusion de la société avec une autre.

3° Qu'enfin une telle délibération sera exigée dans tous les cas d'émissions d'obligations comportant un droit de préférence, relativement à la créance des obligataires composant la masse.

Les obligataires, réunis en Assemblée pourront accepter ces nouvelles mesures ou les refuser. Dans ce cas, la société débitrice devra leur rembourser le montant de leurs titres, dans un délai de trois mois à partir du jour de sa modification.

Il faut citer enfin les deux dernières dispositions prises par le décret, dans le but de protéger les obligataires :

1° Il les protège contre eux-mêmes en limitant dans son article 21 les pouvoirs de l'assemblée aux abandons de capital, même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire.

2° Il parachève l'œuvre de protection en organisant pour les cas graves prévus à l'article 20, l'intervention du tribunal civil.

C'est à cette juridiction, en effet, que toutes ces mesures sont en définitives soumises. Le tribunal statuera en Chambre du Conseil, sa décision sera rendue publique par une insertion dans le *Bulletin des annonces légales obligatoires*. D'autres insertions sont prévues dans les journaux qui ont rendu publiques les convocations de l'Assemblée.

Comme tout organisme collectif, la masse des obligations qui donne naissance à l'assemblée générale des obligataires possède des représentants capables d'agir et de parler en son nom.

Les conditions de nomination et les prérogatives de ces mandataires ont été prévues par l'article 25 du décret :

1° Peut être mandataire de la masse, tout Français qui n'est pas mandataire social de la société débitrice et qui, ayant été nommé par l'Assemblée

générale des obligataires, n'a pas été frappé de l'interdiction d'exercer la profession de banquier ou de la déchéance du droit d'administrer ou de gérer une société ;

2° Le mandataire exécute les décisions de l'assemblée générale, défend aux actions intentées contre la masse, et produit au nom de cette masse, dans le cas de faillite ou de liquidation judiciaire de la société.

Cet effort dans l'organisation collective des obligataires mérite d'être signalé. Le système est cohérent et hiérarchisé, à son sommet, à titre d'organe suprême de contrôle et de protection apparaît le tribunal civil. Le rôle de cette juridiction se justifie pleinement, les juges qui le composent assurent par eux-mêmes l'impartialité, pour les questions techniques ils peuvent s'entourer d'experts. Cette innovation démontre de la part des rédacteurs des décrets un réel souci de garantir les intérêts des obligataires. Les conditions de moralité des mandataires de la masse, sont un autre aspect de cette préoccupation du législateur.

B. — LES RÈGLES RELATIVES AUX MENTIONS ET A L'ÉMISSION DES OBLIGATIONS

Sur ce point, le décret différencie les Sociétés françaises et les sociétés étrangères.

1° En ce qui concerne les sociétés françaises :

L'article 2 du décret du 30 octobre 1935 interdit l'émission d'obligations aux particuliers et aux sociétés n'ayant pas encore établi le bilan de leur premier exercice. Ce sont là, deux mesures protec-

trices au premier chef de l'épargne, et destinées à faire en sorte que les garanties fournies aux souscripteurs éventuels soient aussi sérieuses que possible.

L'article 4 et l'article 5 du décret exigent en outre que les titres d'obligations remis par la société débitrice aux souscripteurs mentionnent : le numéro d'ordre, la valeur nominale, le taux et l'époque du paiement de l'intérêt, les conditions de remboursement du capital, le montant de l'émission et les garanties spéciales attachées aux titres, le montant non amorti de l'émission des obligations ou des titres d'emprunt antérieurement émis avec la mention des garanties affectées à ceux-ci, enfin, la forme, la dénomination, le capital ou le lieu du siège social de la société.

De plus, une notice doit être publiée au *Bulletin des annonces légales obligatoires*, cette notice doit mentionner le nombre et la valeur des obligations qui font l'objet de l'émission.

2° En ce qui concerne les sociétés étrangères.

Les sociétés étrangères qui veulent faire en France une émission, doivent se conformer d'abord à toutes les prescriptions que nous venons d'indiquer, de plus sur la notice qui doit être insérée au *Bulletin des annonces légales obligatoires*, elles doivent indiquer le nombre des obligations introduites par elles sur le territoire français et le nom et l'adresse des mandataires spéciaux que toute société étrangère doit avoir sur ce même territoire. Ces mandataires sont des personnes quelconques, mais dont on exige une certaine moralité (elles

ne doivent pas avoir été frappées de l'interdiction d'administrer et de gérer une société).

Ce seront ces mandataires qui accompliront les formalités exigées par la loi des sociétés étrangères.

Voici le résumé succinct des prescriptions légales à ce sujet : (1).

« Les émetteurs, exposants, metteurs en vente et introducteurs des titres, doivent avant toute chose, faire insérer au *Bulletin des annonces légales obligatoires* une notice contenant les indications suivantes :

1° Le montant total des recettes et des dépenses du dernier exercice, avec spécification des dépenses afférentes au service de la dette déjà existante ;

2° Tous renseignements sur les emprunts antérieurement contractés et non remboursés ;

3° Le texte intégral de l'acte qui a décidé l'emprunt avec toutes les précisions sur les garanties dont ce dernier est assorti ;

4° L'indication que l'emprunt est ou non autorisé, garanti ou non par l'état ;

5° Le nombre, la valeur nominale des titres, le taux de l'intérêt, les modalités d'amortissement ;

6° Enfin, les engagements pris éventuellement par la collectivité emprunteuse au regard des porteurs, au sujet des taxes tant françaises qu'étrangères auxquelles les titres offerts au public sont ou pourraient être ultérieurement soumis.

(1) PIC, CONSTANTIN et KREHER, *Les Décrets-lois de 1935 sur la protection de l'épargne*, p. 115.

Les émetteurs, exposants, metteurs en vente et introducteurs doivent être domiciliés en France ou y avoir élu domicile, ils sont tenus de revêtir la notice ci-contre de leur signature et de leur adresse.

Les prospectus et circulaires doivent reproduire les énonciations de la notice et contenir mention de l'insertion de ladite notice au *Bulletin des annonces légales obligatoires* avec référence au numéro dans lequel elle a été publiée.

Il est aisé de se rendre compte qu'avec de telles précautions on aura mis le souscripteur dans les meilleures dispositions possibles pour qu'il puisse assurer d'une façon effective la défense de ses intérêts.

Les obligataires, instruits sur la valeur réelle de leurs titres, bien groupés dans une organisation collective douée de pouvoirs déterminés et possédant les mandataires en laquelle elle peut se fier, sont encore défendus en ce qui concerne leurs intérêts par des sanctions pénales édictées à l'encontre de ceux qui contreviendraient aux différentes dispositions du décret.

C. — LES SANCTIONS PÉNALES DU DÉCRET

Une peine d'amende de 10.000 fr. à 20.000 francs est édictée contre ceux qui ne respecteraient pas les prescriptions du décret relatives: à l'émission des obligations et à la représentation des obligataires aux assemblées. La même peine est prévue contre ceux qui, malgré les différentes interdictions et déchéances dont ils sont frappés accepteraient les

fonctions de mandataires de la masse ou celles de mandataires d'une société étrangère devant faire des émissions en France.

Enfin, les peines de l'article 405 du Code pénal, modifié par le décret-loi du 30 octobre 1935 (emprisonnement de un an à cinq ans et d'amende de 1.000 à 10.000 francs, la privation des droits de l'article 42 du Code pénal et facultativement l'interdiction de séjour) seront appliquées à ceux qui :

1° Auront voté dans les assemblées en se présentant comme propriétaires de titres qui ne leur appartenaient pas ;

2° Auront sciemment remis des obligations ou des titres d'emprunt, pour en faire un usage frauduleux ;

3° Se seront fait garantir ou promettre des avantages particuliers, pour voter dans un certain sens ou pour ne pas voter (la même peine devant frapper ceux qui promettaient lesdits avantages).

**§ 5. — Les décrets-lois du 30 octobre 1935
sur la réglementation du démarchage pour les sociétés
de capitalisation et d'épargne.**

Nous avons étudié précédemment le démarchage en matière de valeurs mobilières.

Un décret du 30 octobre 1935 a étendu cette réglementation aux sociétés de capitalisation et d'épargne, et, en étendant ainsi cette réglementation il a fait une véritable création. En effet, avant les décrets de 1935, il existait déjà en matière de sociétés de capitalisation et d'épargne une régle-

mentation au sujet des « démarcheurs ou courtiers, qui, à titre professionnel se livraient à des opérations d'assurances, de capitalisation ou d'épargne ».

Ils devaient, en principe, être inscrits sur le registre du commerce, à moins qu'ils n'aient été en possession d'une carte d'identité délivrée par la Société dont ils faisaient partie.

Cette réglementation résultait de la loi du 10 février 1931.

Mais, à l'usage, elle apparut insuffisante, et les abus commis étaient très nombreux.

C'est pourquoi, un des décrets du 30 octobre 1935 a institué l'application aux sociétés de capitalisation et d'épargne, des dispositions du décret du 8 août 1935, qui, subissent cependant une adaptation.

Cette extension appelle trois observations :

1° Elle donne des garanties certaines en ce qui concerne le choix et les justifications fournies par les démarcheurs.

2° Elle ajoute à la sanction pénale (la même que celle existant en matière de démarchage des valeurs mobilières), une autre sanction aussi intimidante que la première.

Elle affirme, en effet, d'une façon expresse, le principe de la responsabilité civile (dans les termes de l'article 1384) des sociétés, pour tous les dommages qui pourraient être causés par la faute, l'imprudence ou la négligence de leurs démarcheurs considérés à bon droit comme leurs préposés.

3° La réglementation de ce démarchage spécial évolue dans le sens de la restriction, comme celle du démarchage général; en particulier nous pouvons citer postérieurement aux décrets de 1935, le décret-loi du 28 août 1937 qui interdit le démarchage rémunéré aux sociétés de secours mutuels.

On ne peut exprimer qu'un regret en terminant la brève étude consacrée à cette forme spéciale du démarchage c'est que le règlement d'administration publique prévu par le décret lui-même et qui devait établir les modalités de son application n'ait pas encore paru .

Nous avons terminé l'étude des décrets de 1935 proprement dits. Nous avons pu remarquer que certaines de leurs dispositions donnaient prises à la critique, que, d'autre part souvent ils prévoyaient eux-mêmes qu'ils seraient complétés quant aux modalités de leur application par des textes postérieurs.

Ces textes ont paru et font l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE IV

Les textes parus ultérieurement aux décrets-lois de 1935 afin de les compléter ou de les modifier

§ 1^{er}. — Le décret du 29 juin 1936
relatif aux commissaires aux comptes des sociétés
faisant appel à l'épargne publique.

Ce décret commence par nous rappeler l'existence et le fonctionnement des commissions instituées par l'article 4 du décret-loi du 8 août 1935 qui a modifié sur ce point, les articles 32 à 34 de la loi du 24 juillet 1867.

Ces commissions qui siègent au Palais de justice de chaque chef-lieu de Cour d'appel établissent tous les ans, la liste des personnes reconnues aptes à exercer les fonctions de Commissaires aux Comptes.

Ces personnes sont assujetties à remplir diverses conditions :

1° Elles doivent appartenir à l'une ou l'autre des catégories limitativement déterminées par la loi.

2° Elles doivent subir un examen préliminaire à leur inscription sur la liste.

3° Elles doivent satisfaire à l'exigence d'une moralité et d'une honorabilité suffisantes pour leur permettre une fois leur compétence technique vérifiée, d'être inscrites sur la liste dressée par la commission.

4° Elles doivent enfin, une fois inscrites et nommées, constituer une association analogue à une chambre d'avoués ou de notaires, douées d'organes qui lui sont propres et d'une juridiction particulière.

PREMIÈRE EXIGENCE. — *Elles doivent appartenir à l'une des catégories limitativement déterminées par la loi.*

L'énumération faite par l'article 2 du décret comprend :

2° Les experts-comptables titulaires du brevet d'Etat institué par le décret du 22 mai 1927.

2° Les anciens fonctionnaires ayant au moins dix ans de services publics et possédant les aptitudes nécessaires pour contrôler le fonctionnement et la comptabilité des sociétés par actions.

3° Les experts comptables et les experts-financiers agréés depuis plus de cinq ans par les cours d'appel, les tribunaux de première instance et de commerce qui sont habituellement commis pour examiner la comptabilité des sociétés par actions.

4° Les personnes ayant au moins dix ans de pratique, soit commerciale, soit industrielle, ainsi que celles qui se sont consacrées pendant la même période à des travaux d'ordre économique ou juridique sur le fonctionnement des sociétés par

actions, sous réserve qu'elles justifient du titre d'Ancien Elève de l'Ecole Polytechnique de Paris ou du titre de docteur en droit, ou de celui de membre de l'Institut des Actuaire Français, ou de l'un des diplômes d'ingénieurs décernés par une des écoles publiques ou privées, comprises dans la liste des Ecoles techniques publiques ou privées, dressée par la commission du titre d'ingénieur et publiée au Journal officiel. Ou de l'un des diplômes de l'école libre des sciences politiques de Paris, ou de l'école des hautes études commerciales de Paris, de l'institut technique supérieur de la Chambre de Commerce de Marseille, de l'Institut d'études et de documentation économique et sociale de la faculté de Bordeaux, de l'institut commercial de la Faculté de Lille, de l'Institut commercial de Nancy, du conservatoire des Arts et Métiers de Paris, avec la mention enseignement économique appliqué, ou enfin des écoles supérieures de Commerce, lorsque le diplôme est revêtu du visa du ministre de l'Education nationale.

5° Les personnes patentées comme experts comptables depuis plus de dix ans et celles qui pratiquent l'expertise comptable depuis plus de dix ans pour le compte d'organismes spécialisés dans le contrôle des sociétés par actions et la surveillance de leur comptabilité, à condition, toutefois, que les unes et les autres aient exercé pendant cinq ans au moins les fonctions de commissaire dans une société par action.

6° Les personnes qui ont effectivement dirigé pendant dix ans au moins la comptabilité, les ser-

vices contentieux ou les services financiers d'une société faisant appel à l'épargne publique.

Les étrangers appartenant à des pays où les Français sont admis à exercer le contrôle des sociétés, peuvent également être inscrits sur les listes s'ils remplissent les conditions ci-dessus spécifiées.

Si nous avons tenu sur ce point à citer la longue énumération de ces diverses catégories de personnes, c'est parce que sa lecture nous a semblé nécessaire pour permettre de comprendre ce que l'on a voulu exiger de ceux qui seront admis à devenir des commissaires aux comptes. On a voulu des techniciens d'une part, de bons théoriciens de l'autre, ces deux qualités devant se combiner dans la personne de chacun.

Toutefois, une telle énumération attire la critique, le rôle qui est dévolu aux commissaires aux comptes est un rôle de clairvoyance aussi bien que de technique, il nous semble que l'exigence absolue d'un diplôme secondaire à la base de toute catégorie était nécessaire, le diplôme secondaire en effet ne confère pas seulement une certaine science, il confère encore un esprit critique certain, une façon de raisonner, d'apprécier certains faits plus objectivement que d'autres ne le feraient, à qui la culture et l'éducation secondaire n'a pas été donnée. Qu'il me soit permis sur ce point d'ajouter une observation personnelle à toutes celles qui ont été faites. On se plaint dans les sociétés, de se voir envahi par les primaires, la plupart des commissaires aux comptes sont des comptables qui ont réussi, pourrais-je dire pour reprendre une expres-

sion consacrée. Certains peuvent être docteurs en droit ou anciens polytechniciens, c'est possible, cela n'est pas certain. D'ailleurs, pour montrer combien sur ce point les termes du décret sont critiquables, référons-nous à la dernière ligne du paragraphe de l'article. Nous voyons que les titulaires du diplôme des Ecoles Supérieures de Commerce peuvent devenir Commissaires aux comptes, or il est utile de rappeler que pour être admis dans ces écoles, le diplôme du baccalauréat n'est pas obligatoire. Nous estimons inadmissible, pour notre part, qu'un minimum de culture ne puisse être exigé de la part de ceux qui devront dans certains cas remplir un rôle de juge avant la lettre (on a vu que les commissaires doivent prévenir le procureur des faits qu'ils estiment délictueux. Les auteurs du décret auraient pu se souvenir que la technique ne saurait remplacer certaines autres qualités sur lesquelles nous n'auront pas la cruauté d'insister.

DEUXIÈME EXIGENCE. — *Elles doivent subir un examen préliminaire.*

L'article 3 du décret fixe la composition des jury chargé de faire passer cet examen. Il sera constitué nous dit cet article autant de jurys que les circonstances l'exigeront. Chacun de ces jurys sera composé d'un magistrat de l'ordre judiciaire, d'un professeur agrégé des facultés de droit, d'un fonctionnaire des Finances et de deux techniciens proposés par le ministre de l'Enseignement technique.

Le programme de cet examen devait paraître sous la forme d'un arrêté du ministre intéressé. Cet arrêté a paru et semble être divisible en deux parties bien distinctes: 1° Une partie purement technique comme s'il s'agissait d'un examen comptable ; 2° une partie juridique d'autre part assez importante (droit commercial, droit pénal des sociétés).

TROISIÈME EXIGENCE. — *Elles doivent satisfaire a des exigences sévères d'honorabilité et de moralité.*

Nous supposons que les candidats ont satisfait aux exigences purement professionnelles, devront-ils être inscrits sur la liste ? Pas encore et c'est là le rôle secondaire, mais cependant encore très important de la commission. Elle examinera les titres des candidats, fera faire sur leur personne et leur façon de vivre, les enquêtes qui s'imposent, et le Parquet aidera dans cette tâche les commissions.

L'article 5 du décret nous dit que les Commissions décideront souverainement sur le point de savoir s'il y a lieu d'inscrire ou de ne pas inscrire les candidats sur la liste des commissaires agréés, leurs décisions ne devront pas être motivées.

On ne peut qu'applaudir à ce souci de moralité supérieure dont les rédacteurs du décret se sont inspirés pour la rédaction de cet article, cependant nous n'approuvons pas ce pouvoir donné à la Commission de rendre des décisions non motivées et non susceptibles d'appel. L'exercice des professions

juridiques apprend que les enquêtes ne sont pas toujours conduites de maîtresse façon et que souvent la vérité se déforme de bouche en bouche, or l'enquête, à moins de condamnations évidentes, ne rapporte que des opinions.

QUATRIÈME EXIGENCE. — *Elles doivent constituer une association douée d'organes distincts et d'un pouvoir de juridiction sur ses propres membres.*

Les articles 7 et 8 du décret nous renseignent sur ces points. L'article 7 dispose que les membres de ces associations seront d'au moins 21, en effet, au-dessous de ce chiffre, la formation d'une association n'est pas obligatoire. Cette association sera déclarée dans les termes de la loi du 1^{er} juillet 1901 et ses statuts et règlements intérieurs seront communiqués au Président de la Commission.

Cette association sera douée d'une Chambre de discipline constituée par son bureau, cette chambre de discipline exercera son pouvoir disciplinaire à l'égard des membres de l'association.

Dans le cas où elle estimerait devoir prendre des sanctions contre certains de ses membres, elle pourra le faire agissant seule, dans le cas où ces sanctions se borneraient à l'avertissement et à la réprimande. Dans le cas où les sanctions prévues seraient la radiation temporaire ou définitive, elle ne peut plus agir seule, mais doit renvoyer l'affaire devant la Commission qui, ayant nommé les membres a constitué l'association.

Ces articles définissent la procédure à suivre devant cette juridiction à deux degrés suivant la gra-

vité de la faute commise et sans que l'appel puisse être possible de l'une à l'autre. La procédure débute par une notification faite à l'intéressé par lettre recommandée envoyée avec avis de réception dans un délai de dix jours au moins avant celui fixé pour sa comparution. Cet avis de réception est envoyé à l'intéressé une fois la Chambre saisie, elle peut l'être par son Président et même par le Procureur Général; dans le cas où ce dernier a saisi la chambre et où cette dernière n'a pas statué dans les deux mois, la Commission se saisit de l'affaire et statue.

La nécessité de grouper les commissaires en une association est une nécessité que les rédacteurs du décret-loi ont bien compris. C'est qu'en effet, une institution comme celle des commissaires doit être douée d'une certaine autonomie dans son organisation, autonomie qui ne peut qu'ajouter à l'autorité morale et à la valeur professionnelle de ses membres.

De plus, une telle association doit assurer à ses propres membres et aux sociétés qu'ils contrôlent une protection égale.

Nous avons vu, au cours du second chapitre, quelles peines frappaient les commissaires coupables de manquements envers la loi fixant leur responsabilité. Nous avons vu également que leur rôle était bien malaisé à remplir, et qu'il existait même une antinomie entre l'obligation leur incombant de révéler au Parquet les actes délictueux venus à leur connaissance, et celle qui, d'autre part, leur est imposée de ne pas révéler les secrets de la so-

ciété, secrets qu'ils n'ont pu apprendre que dans l'exercice de leur profession.

Il était donc nécessaire de placer entre les commissaires et la justice répressive, un organisme pouvant apprécier leurs manquements et leurs erreurs, à leur juste mesure.

Cet organisme ne renverra le coupable devant la justice que dans des cas graves et peu nombreux.

Pour les autres cas, la justice disciplinaire plus souple, remplacera les rigueurs de la loi pénale.

De leur côté, les sociétés gagneront aussi, à pouvoir, devant certains actes de leurs commissaires qui ne constitueraient pas des délits, mais qui leur seraient cependant préjudiciables, s'adresser pour obtenir satisfaction à une organisation professionnelle compétente, dont le pouvoir juridictionnel s'exerçant sur ses membres, assortira la peine à la faute et n'en laissera aucune impunie si légère qu'elle soit.

**§ 2. — Les textes relatifs au démarchage,
autres que le décret du 28 avril 1937 étudié en même temps
que les décrets de 1935 eux-mêmes.**

1° *Rappel du décret du 28 avril 1937.* — Nous avons vu précédemment que le décret de 1935 relatif au démarchage prévoyait dans plusieurs de ses dispositions l'intervention d'un décret rendu en forme de règlement d'administration publique qui déterminerait de façon définitive :

a) Les conditions à remplir par les Banques afin de pouvoir se livrer au démarchage.

b) Les modalités d'application du décret de 1935 et la date de sa mise en vigueur.

c) La forme et les mentions de la carte professionnelle que tout démarcheur sera tenu de posséder.

Nous avons procédé à l'étude des premiers et troisièmes points, en même temps que nous examinons les décrets de 1935, jugeant que pour la bonne compréhension de ces différentes dispositions, il était préférable de ne pas les séparer.

Il ne nous reste plus qu'à examiner, le plus brièvement possible, les modalités d'application du décret et la date de sa mise en vigueur.

Le décret n'aura pas d'effet rétroactif, et ses dispositions seront applicables à partir du 1^{er} juillet 1937.

Ses dispositions seront étendues à l'Algérie, toutefois, dans ce dernier pays, elles n'entreront en vigueur qu'à partir du 16 juillet 1937.

2° *Le Décret du 15 juin 1938.* — Nous venons de voir que les dispositions du décret de 1935 étaient applicables à l'Algérie. Rien n'avait cependant fixé en ces matières, la situation des départements recouvrés, en faveur desquels avait été maintenue la législation antérieure à la guerre.

Le décret du 15 juin 1938 est venu combler cette lacune, il dispose « Que la réglementation générale des valeurs mobilières en ce qui concerne leur colportage et leur démarchage, telle qu'elle résulte notamment du décret du 8 août 1935, modifié par celui du 30 octobre de la même année, sera applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-

Rhin et de la Moselle, à compter du 1^{er} août 1938.

« Que seront abrogées, à compter du 1^{er} août 1938, les dispositions contraires de la loi locale, en vigueur dans les départements sus-visés ».

3° *Le Décret du 13 novembre 1938, relatif au démarchage et aux opérations à terme sur les Bourses de Marchandises.* — Nous avons vu précédemment que le décret du 8 août 1935 avait pros crit purement et simplement les opérations à terme sur les Bourses étrangères de Commerce et de valeurs. Cependant, la rigueur pourtant bien justifiée de cette interdiction apparut excessive et c'est en ce sens, que le décret du 30 octobre 1935 vint modifier le décret du 8 août 1935. Il décida, comme nous l'avons vu « que la rigueur de cette disposition pouvait être atténuée lorsqu'il s'agissait d'opérations portant uniquement sur les marchandises faisant habituellement l'objet du commerce et de l'industrie de celui qui reçoit les sollicitations ou les offres du démarcheur ». (1).

On avait estimé sans doute en revenant sur une mesure qui s'imposait que les personnes se livrant habituellement à de telles tractations présentaient des garanties suffisantes, garanties auxquelles venaient s'ajouter celles résultant des formalités dont ces tractations se trouvaient entourées.

Il faut croire cependant, que le raisonnement des auteurs du décret du 30 octobre 1935 était dis-

(1) PIC, CONSTANTIN et KREHER, *La Protection de l'épargne dans les décrets-lois de 1935*, p. 31.

cutable, puisque le décret du 30 novembre 1938 est intervenu pour restreindre et soumettre à des règles plus strictes encore les opérations à terme sur les Bourses de Marchandises Françaises et Etrangères.

Toutes les personnes qui reçoivent des ordres en vue d'opérations à terme sur les bourses de marchandises étrangères ou françaises sont assujetties à la tenue d'un répertoire sur lequel elles doivent consigner les opérations qu'elles effectuent.

L'article 1^{er} du décret du 13 novembre 1938, stipule que les individus à qui l'exercice de la profession de banquier est interdit, ne peuvent être admis à la tenue de ce répertoire et punit toute infraction à cette disposition des peines portées à l'article 3 de la loi du 19 juin 1930 relative à la profession de banquier (amende et prison).

Enfin, en ce qui concerne plus spécialement les opérations à terme sur les Bourses étrangères de marchandises, l'article 2 du même décret prévoit l'intervention en la matière de décrets nouveaux qui seront rendus sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre du Commerce.

Ces décrets devront déterminer les conditions auxquelles les intermédiaires visés à l'article 1^{er} du décret du 13 novembre 1938 seront astreints pour être admis à tenir le répertoire.

Il eût été plus simple et plus judicieux d'interdire purement et simplement de telles opérations, plutôt que d'ajouter encore à une réglementation déjà trop complexe.

Enfin, l'article 3 du décret nous donne des précisions sur les modes de démarchage qu'il proscribit en ce qui concerne les opérations qu'il prévoit.

Sont considérés comme actes de démarchage interdits: les offres de service faites de façon habituelle, les conseils donnés par visites, les lettres circulaires, les communications téléphoniques, faites au domicile des personnes autres que les industriels ou commerçants ou dans les lieux publics non réservés à cet effet, en vue d'opérations à terme sur les Bourses Etrangères de Marchandises.

Les articles 4 et 5 du décret ont trait à l'interdiction du démarchage et du colportage de l'or en lingots ou en barres, des pièces d'or démonétisées ou des pièces de monnaies étrangères. Ils proscrivent en outre le colportage ou démarchage portant sur la vente ou l'échange des billets de banque étrangers.

On voit par tout ce qui précède que l'intérêt de ce décret réside surtout dans les innovations auquel il procède :

1° En réalisant sur un point particulier l'assimilation complète du démarchage au colportage au point de vue de la prohibition.

2° En augmentant le nombre des cas dans lesquels le démarchage est interdit. (Au point de vue des objets et matières sur lesquels il porte) ;

3° En créant de nouveaux cas de démarchage illicite (Au point de vue des actes qui peuvent être considérés comme actes de démarchage).

Assimilation du démarchage au colportage au point de vue de la répression. — C'est là une disposition nouvelle, d'une très grande importance. On se souvient, en effet, que, sous l'empire du décret-loi du 8 août 1935 et pour les opérations prévues par ce dernier texte, une distinction capitale était faite entre démarchage et colportage. Le colportage était toujours interdit alors que le démarchage était réglementé et restreint quant à son champ d'application.

Ici, cette distinction principale disparaît, l'assimilation du démarchage au colportage au point de vue de la prohibition est complète en ce qui concerne le trafic de l'or et des monnaies étrangères, ainsi que des billets de banque étrangers. L'importance de cette mesure résulte encore du fait qu'une telle assimilation indique la voie dans laquelle nous espérons que le législateur ne manquera pas de s'engager, pour le plus grand bien de l'épargne.

Extension des cas dans lesquels le démarchage est interdit. — Nous avons vu, sous l'empire des décrets de 1935, que le démarchage était interdit pour des participations à des syndicats ayant pour objet des opérations fondées sur les différences des cours des valeurs mobilières, pour les opérations sur valeurs émises par des sociétés étrangères sans la garantie des états intéressés, pour les opérations sur valeurs émises par des sociétés françaises n'ayant pas établi deux bilans en deux

ans au moins d'existence ou n'ayant pas de titres cotés sur un marché officiel ou réglementé.

A toutes ces opérations pour lesquelles le démarchage est interdit, il faudra ajouter, les opérations ayant trait au trafic de l'or et des monnaies étrangères, à la vente ou à l'échange des billets de banque étrangers.

Extension donnée aux actes considérés comme démarchage illicite. — En présence de ces opérations interdites, quels actes pourront être considérés de la part d'un individu comme constituant bien un véritable démarchage ? La question a son importance au point de vue des poursuites pénales qui pourraient être intentées.

Le décret du 8 août 1935 nous donne une définition du démarchage, définition qui laisse dans l'ombre un certain nombre d'agissements, que le décret du 13 novembre 1938 a prévu et prohibé en ce qui concerne les opérations qu'il proscriit.

Alors qu'en matière de valeurs mobilières, le démarchage consiste essentiellement à se rendre au domicile de la personne intéressée pour lui faire ses offres de service, ici, en matière d'or, de pièces de monnaie, ou de billets de banque étrangers, tout acte pourra être considéré comme étant un démarchage, y compris les lettres circulaires et les communications téléphoniques.

Le décret n'a rien d'une « *lex imperfecta* » et dans son article 6, il prévoit des peines à l'encontre de ceux qui ne respecteraient pas ses prescriptions. Ces peines sont: l'amende (1.000 à 10.000 fr.)

et l'emprisonnement (un mois à six mois) ou l'une de ces peines seulement.

L'article 463 du Code pénal est applicable à ces diverses infractions, et enfin une peine complémentaire est prévue, c'est la confiscation des pièces de monnaie, de l'or ou des billets de banque étrangers, et en général, de toutes les matières sur lesquelles aura porté le démarchage. Cette confiscation sera, comme d'ordinaire, prononcée par le Tribunal qui aura connu de l'infraction.

CONCLUSION

Critiques et suggestions inspirées par les décrets-lois

L'étude à laquelle nous venons de nous livrer nous a permis d'avoir une vue d'ensemble des récents décrets-lois.

Tels qu'ils ont été rédigés, ils marquent un progrès certain sur la législation antérieure.

Les peines encourues par les ennemis de l'épargne sont plus élevées, donc plus intimidantes; de nouveaux délits sont prévus et réprimés qui permettent d'atteindre des actes frauduleux qui jusqu'alors ne tombaient pas sous le coup de la loi; enfin, dans plusieurs de leurs dispositions, les décrets ont aménagé des interdictions et des déchéances dont le but est d'éloigner de l'épargne des personnages suspects ou incapables.

Mais, comme nous l'indiquions dans notre introduction, les décrets étudiés ont été rédigés hâtivement et, de même qu'ils ne se présentent pas suivant un plan, ils montrent dans plusieurs de leurs dispositions certaines imperfections.

On ne saurait les admettre sans critique, on ne saurait non plus s'abstenir à leur sujet de suggérer au législateur de l'avenir des idées nouvelles dont

l'application pratique aiderait encore à la défense de l'épargne.

Nous avons, au cours de notre étude, relevé des anomalies qu'il faut faire disparaître; nous avons souscrit à des dispositions dont la rigueur doit être renforcée; nous nous sommes trouvés en présence d'une vaste réglementation sans cesse modifiée et augmentée qui doit être supprimée et remplacée par une interdiction radicale; enfin, pour terminer, nous nous demanderons s'il ne conviendrait pas de s'inspirer d'une disposition du droit comparé pour donner à l'épargne une garantie supplémentaire.

1° LES ANOMALIES A FAIRE DISPARAITRE.

a) *Incompatibilité des Commissaires aux comptes.* — L'article 33 de la loi du 24 juillet 1867 modifié par le décret du 8 août 1935 sur le nouveau statut légal des commissaires, édicte en ce qui concerne ces derniers toute une série d'incompatibilités que nous avons précédemment étudiée.

Parmi ces incompatibilités, dont la plupart sont d'ailleurs justifiées, nous relevons une première anomalie sur laquelle déjà dans notre second chapitre nous avons attiré l'attention du lecteur : dominé par la crainte de voir les commissaires manœuvrés par les administrateurs qu'ils doivent contrôler, l'article 33 nouveau étend cette incompatibilité « aux sociétés dans lesquelles la société qu'ils contrôlent possède au moins un dixième du capital au moment de la cessation des fonctions du commissaire, et à celles qui à l'inverse possè-

dent au moins un dixième du capital de la société contrôlée »

Il apparaît qu'il sera très difficile pour le commissaire de savoir si une société qui lui est totalement étrangère possède le dixième du capital de la société où il est commissaire.

Il ne semble pas possible qu'une juridiction puisse dans un cas semblable prononcer contre un commissaire la condamnation aux lourdes peines d'amende que la législation nouvelle édicte; d'ailleurs, la chambre de discipline et la commission dont nous avons parlé, donneraient en l'espèce un avis défavorable à la poursuite.

Une telle disposition est inapplicable, injuste d'ailleurs, elle n'a pas de raison d'être qui soutienne l'épreuve des faits, elle doit être effacée.

b) *Le rôle du Commissaire aux comptes devant l'infraction commise à l'intérieur de la société qu'il est chargé de contrôler.* — Le mot infraction est ici pris par moi dans un sens général, bien évidemment; il ne s'agit pas de se demander quelle serait l'attitude d'un commissaire devant un délit bien caractérisé. Il s'agit plus exactement de savoir ce que doit faire le commissaire lorsqu'il croit être en présence d'un acte frauduleux, venu à sa connaissance alors qu'il était dans l'exercice de ses fonctions.

Il se trouve placé devant un dilemme : d'une part, le décret du 8 août 1935 lui fait une obligation (sous peine d'être frappé d'emprisonnement et d'amende), de révéler sans délai au procureur de

la République les faits délictueux parvenus à sa connaissance; mais, d'autre part, le même décret stipule que, dans le cas où le commissaire viendrait à violer le secret professionnel, il serait frappé d'une peine prévue par l'article 378 du Code pénal.

Mon avis personnel à ce sujet est le suivant : avant le décret du 29 juin 1936, la situation était insoluble; depuis 1936, je pense que dans le cas où le commissaire se verrait reprocher l'attitude qu'il a cru devoir prendre, la chambre de discipline devrait donner son avis et renvoyer ou non le commissaire devant la juridiction répressive.

En ce qui concerne l'attitude que doit prendre le commissaire, j'estime que, s'apercevant d'une faute de gestion ou d'un acte frauduleux, il doit avertir le parquet, mais après une observation confidentielle faite par lui au coupable présumé (qui lui fournit ses explications), et seulement après ces explications, et si les observations faites n'ont produit aucun effet.

Quoi qu'il en soit, la législation aurait pu faire en sorte que de telles controverses ne puissent s'établir; ces prescriptions contradictoires doivent être supprimées.

c) *Les rôles respectifs du Procureur de la République et du Président du Tribunal de Commerce dans la procédure de la déchéance du droit d'administrer une société.* — Nous avons étudié cette question. Un administrateur ou un gérant a com-

mis une faute lourde de gestion, le syndic en informe le président du tribunal de commerce.

Ce dernier, nous l'avons vu, doit en informer à son tour le procureur de la République.

Puis, s'il l'estime nécessaire, il convoque le tribunal de commerce qui statue suivant les formes ordinaires.

Les voies de recours sont les mêmes qu'en matière de faillite.

Cet aménagement suscite bien des critiques.

1° Le rôle du procureur de la République est aussi théorique que possible et, de plus, on sait que devant les tribunaux de commerce, il n'y a pas de ministère public. Le parquet ne peut donc, ni donner son avis sur l'affaire, ni présenter en temps utile ses observations.

2° Le rôle du président du tribunal de commerce est trop important et son avis trop décisif; en effet le décret ne l'oblige pas à renvoyer dans tous les cas devant le tribunal, il ne doit le faire que s'il y a lieu. Tout dépend donc en définitive de l'appréciation de ce magistrat.

3° Enfin une telle mesure a presque un caractère pénal. Ce qui dépasse la compétence du tribunal de commerce.

Il faut supprimer cette procédure et subordonner la mise en état de déchéance à l'avis du procureur et au jugement d'un tribunal répressif comme en matière de banqueroute simple ou frauduleuse.

2° LES MESURES PRISES QU'IL FAUT RENFORCER.

a) Pour le délit de publication ou de présentation d'un bilan inexact, le décret exige un maquillage concret et objectif, et ses termes laissent penser aux commentateurs que de simples notes même empreintes d'un optimisme exagéré seraient insuffisantes pour qu'il soit établi. Nous estimons qu'il faut renforcer ces dispositions et décider que le délit sera suffisamment établi, même si de simples notes optimistes ont été publiées, alors que la situation de la société ne permettait pas de le faire.

b) En ce qui concerne les conditions de l'incapacité d'administrer, nous estimons que les mesures prises doivent encore être renforcées; il ne faut plus distinguer parmi les délits de droit commun, il ne faut pas exempter de l'interdiction les faillis réhabilités; il faut faire encore plus : subordonner l'admission d'une personne au rang d'administrateur à une enquête préalable. Ceci afin que les garanties fournies sur les administrateurs soient plus grandes encore et, partant, les épargnants mieux protégés.

c) Pour que la déchéance d'administrer une société puisse être prononcée contre un administrateur, on exige qu'il ait commis une faute lourde; on doit encore renforcer cette exigence; la faute légère doit être retenue, ceci surtout afin de rendre possible pour l'avenir l'application de la sanction.

d) Nous avons vu que le décret du 30 octobre 1935 sur les comptes et bilans modifiant l'art. 35 de la loi de 1867, exigeait que ces pièces soient

établies sous la même forme chaque année, et que les méthodes d'évaluation des divers postes soient immuables. Mais il laissait toutefois à l'assemblée générale la possibilité d'écarter ces règles quant au monde de présentation des chiffres et quant aux méthodes d'évaluation. Cette latitude doit être retirée à la société; l'examen de ces pièces par les actionnaires eux-mêmes exige pour que ces derniers puissent aisément juger la situation, que les pièces de comparaison qui leur sont fournies soient toujours présentées suivant la même forme, sinon leur contrôle sera illusoire et ils en seront réduits à tout accepter les yeux fermés et, ainsi, à ne pas pouvoir assurer la défense de leurs intérêts par eux-mêmes, ce qu'a voulu, semble-t-il, le décret-loi du 30 octobre 1935 sur les comptes et bilans.

3° UNE RÉGLEMENTATION A SUPPRIMER ET A REMPLACER
PAR UNE INTERDICTION GÉNÉRALE ET INCONDITION-
NÉE : LE DÉMARCHAGE.

Nous avons pu voir au cours de notre étude que sans cesse la législation sur le démarchage avait évolué vers l'interdiction générale.

Notons d'abord la prohibition du colportage, qui n'est somme toute que la forme la plus grossière du démarchage; puis, après l'affirmation du principe suivant lequel le démarchage proprement dit était autorisé, les nombreuses entraves mises à son développement : opérations interdites, réglementation trop complexe et parfois même inapplicable.

Les décrets postérieurs aux décrets de 1935

accentuent encore ce mouvement législatif; de nouvelles opérations sont prohibées telles que le démarchage en ce qui concerne l'or et les lingots, l'argent et les billets de banque étrangers.

Notons en outre que ces décrets postérieurs assimilent démarchage et colportage en ce qui concerne ces dernières marchandises, et qu'ainsi le démarchage se voit assimilé à une opération interdite. Enfin, plus près de nous encore, un décret interdit le démarchage rémunéré pour les sociétés de secours mutuels (décret du 28 août 1937).

Il ne reste plus qu'un dernier effort à effectuer et que le législateur de l'avenir soit bien assuré que l'épargne se trouvera mieux protégée lorsqu'il aura purement et simplement supprimé le démarchage que maintenant où la réglementation prévue est trop compliquée et inopérante.

4° UNE SUGGESTION : LA CRÉATION D'UNE GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE EN FAVEUR DE L'ÉPARGNE, LA CAUTION.

Le Droit comparé, nous l'avons vu, a fourni aux rédacteurs des décrets-lois sur la protection de l'épargne de précieuses indications; c'est ainsi qu'en ce qui concerne la législation sur les administrateurs et les commissaires, le droit anglais a pu leur fournir d'utiles précédents.

Le droit américain oblige les fondateurs et les administrateurs de société à prêter serment et à verser une importante caution avant d'entrer en fonctions. Cette caution est destinée à servir éven-

tuellement de garantie, à ceux qui pourraient être les victimes de ces administrateurs et fondateurs. Ainsi l'épargne possède une garantie supplémentaire.

Il semble que nous pourrions utilement reprendre pour notre compte une telle institution, ceci d'autant plus qu'en ce qui concerne la réparation du préjudice causé, une observation vient à l'esprit à la lecture des décrets répressifs :

Les peines frappant les commissaires sont l'amende et la prison, quelquefois la prison et toujours l'amende. Or, ces peines d'amende sont très élevées, puisqu'elles peuvent aller jusqu'à 50.000 francs, ce qui avec les décimes représente une somme considérable.

Obligés sous la menace de la contrainte par corps de payer envers l'Etat le montant de ces amendes, les coupables n'auront plus dès lors les moyens nécessaires pour désintéresser leurs victimes, parties civiles au procès criminel.

S'il existait une caution importante, affectée avant tout au paiement de leurs créances, les épargnants que la rigueur des lois n'aurait pu suffisamment protéger, ne courraient pas le risque de n'obtenir que des condamnations théoriques contre leurs adversaires, et pourraient ainsi rentrer en possession de leur argent.

ANNEXE

Les récents décrets-lois et la jurisprudence

L'étude de ces décrets ne serait pas complète si à leur égard nous ne posions pour y répondre la question suivante :

Quelles applications ces dispositions nouvelles ont-elles reçues dans la pratique, en d'autres termes quelle a été leur utilité ?

Pour le savoir, il suffira d'examiner successivement les principaux points sur lesquels a porté l'effort des décrets-lois.

1° *Renforcement des peines frappant l'escroquerie et l'abus de confiance.*— Il semble que la jurisprudence n'ait appliqué qu'en partie les décrets du 16 juillet et du 8 août 1935. Ces derniers, tout en renforçant d'une façon générale les peines de l'escroquerie et de l'abus de confiance par l'élévation du taux de l'amende et l'application aux délinquants de peines accessoires, créaient en outre contre ceux qui pour commettre ces délits d'adresseraient à l'épargne, une sanction draconienne (maximum de la peine d'emprisonnement porté de 5 à 10 ans, amende pouvant aller jusqu'à 50.000 francs).

Si la jurisprudence a fait usage de la faculté nouvelle qui lui était donnée d'appliquer aux escrocs la peine accessoire de l'interdiction de

séjour, par contre elle a montré dans ses plus récentes décisions (procès Nathan, Johannidès et Cie, procès Bertillon) qu'elle estimait suffisantes les peines prévues par le Code pénal, peines dont les maximums ne sauraient être dépassés, même pour les délits commis directement au préjudice de l'épargne.

Il est souhaitable cependant qu'elle modifie sa manière de voir et qu'elle évolue dans le sens de la sévérité en s'inspirant des dispositions des décrets-lois.

Ainsi, n'oubliant pas plus la valeur moralisatrice de l'exemple que les fins sociales de la peine, elle mettra définitivement hors d'état de nuire les ennemis de l'épargne, tout en décourageant par avance ceux qui seraient tentés de les imiter.

2° *La législation nouvelle concernant les administrateurs et les commissaires.* — La responsabilité pénale des administrateurs a été comme nous l'avons vu renforcée par le décret du 8 août 1935 modifiant l'article 15 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés. Cet article, dont les dispositions prévoyaient et réprimaient trois délits d'intention (délit de simulation de souscriptions ou versements, délit de publication de faits faux, délit de distribution de dividendes fictifs), a subi de la part du décret une adjonction considérable.

Aux délits ci-dessus mentionnés, le décret, en effet, est venu ajouter :

le délit d'affirmation de souscriptions fictives dans la déclaration notariée,

le délit de publication ou de présentation aux actionnaires d'un bilan inexact,

le bilan d'usage des biens et du crédit de la société dans un but personnel,

le délit d'usage par un gérant des pouvoirs et des voix dont il dispose pour un usage contraire aux intérêts de la société

Or, s'il est possible et même facile de relever dans la jurisprudence récente plusieurs jugements ou arrêts frappant des administrateurs ou gérants coupables de publication de faits faux ou de distribution de dividendes fictifs, c'est en vain qu'on rechercherait la trace d'un administrateur ou d'un gérant condamné pour l'un des délits prévus par le décret-loi.

Il est facile de comprendre cette situation.

En renforçant par la création de délits nouveaux la responsabilité pénale des administrateurs et gérants, les rédacteurs des décrets de 1935 ont voulu prévoir toutes les hypothèses qui pourraient se présenter, et s'efforçant de déjouer à l'avance les ruses les plus habiles, ils ont finalement créé des délits plus théoriques que réels.

En effet, le délit d'affirmation de souscriptions fictives dans la déclaration notariée se trouve constitué par le seul fait de la fausse déclaration faite par le gérant; il n'est pas nécessaire que les allégations aient été faites dans le but d'obtenir de nouvelles souscriptions. On se demande alors pour quelle raison un gérant serait tenté de commettre ce délit. Il faudrait admettre de sa part un véritable sacrifice qu'il ferait à la société de sa situa-

tion personnelle et sans contre-partie. C'est une situation assez peu vraisemblable.

Nous avons vu en le commentant, quels étaient les éléments constitutifs du délit de publication ou présentation aux actionnaires d'un bilan inexact; l'opinion de la doctrine est que ce délit exige pour être constitué un maquillage concret et objectif et que de simples notes même exagérément optimistes ne sont pas suffisantes.

C'est cependant cette dernière situation qui se présentera le plus souvent dans la pratique, le délit ne recevra donc pas l'application dans la plupart des cas. C'est pourquoi, dans nos critiques adressées aux décrets, nous nous élevions contre l'opinion dominante et nous demandions que l'on considère le délit comme constitué dans le cas des notes optimistes et mensongères.

Quant aux deux derniers délits, on peut dire à leur égard qu'ils ne présentent pas un intérêt bien grand pour ceux qui seraient tentés de les commettre et que la sanction pénale qui les accompagne n'effrayerait pas outre mesure.

Ils n'impliquent pas en effet une idée de détournement, le bénéfice que les délinquants pourraient en retirer est un bénéfice à longue échéance et, dans ces matières, le coupable recherche surtout l'avantage immédiat.

L'expérience a montré que les agissements des administrateurs et gérants coupables suivaient toujours la même voie; il eût été plus opportun de renforcer les pénalités des infractions déjà pré-

vues, plutôt que de légiférer dans un domaine où personne ne semble pressé de pénétrer.

Les commissaires aux comptes, nous l'avons vu, ont été réglementés quant à leurs attributions et à leur responsabilité, et organisés en association par les décrets du 8 août 1935 et du 29 juin 1936.

Dépendant d'une commission qui en dresse la liste, ils constituent un groupement doué à l'égard de ses membres d'un pouvoir de discipline propre. L'instrument de ce pouvoir s'appelle « chambre de discipline ».

S'ils viennent à commettre quelque infraction, ils doivent d'abord être traduits devant la chambre de discipline qui statue sur leur cas et prend suivant la gravité de l'affaire différentes décisions dont la plus grave peut être le renvoi devant la juridiction répressive de droit commun par l'intermédiaire de la commission.

Il faut constater qu'aucune juridiction répressive n'a eu à statuer sur la culpabilité d'un commissaire aux comptes et par ailleurs qu'aucune chambre de discipline n'a été amenée à prendre contre les membres d'une association de commissaires une mesure grave. Les deux seuls cas portés à notre connaissance n'intéressaient que des manquements véniels à des points peu importants de règlement intérieur (refus par des commissaires de payer leur cotisation).

Il faut voir dans cet état de choses rassurant au plus haut point pour l'épargne, la preuve du bon travail fait par les commissions instituées par les décrets.

Ces commissions, présidées par un magistrat de grade élevé, ayant à leur disposition, les moyens d'investigation du parquet, ont pu faire les enquêtes nécessaires pour être renseignées sur la valeur morale des personnes dont par ailleurs un examen professionnel leur avait permis de reconnaître la compétence.

3° *Législation sur le démarchage.* — Le monde financier semble avoir exécuté convenablement les prescriptions nouvelles relatives au démarchage. Les cartes de démarcheur sont établies régulièrement et les demandes faites aux parquets concernant les candidats démarcheurs nombreuses et motivées.

On sait que le parquet exerce un droit de contrôle sur les démarcheurs, et que le procureur de la République peut sur simple demande exiger que la carte de démarcheur soit retirée à un individu. A ma connaissance, dans tous les cas de ce genre satisfaction immédiate a été accordée au représentant de l'intérêt général.

L'explication de cette attitude résulte de deux faits :

1° de ce que la réglementation nouvelle a assaini le marché financier et que les établissements sérieux la réclamaient depuis longtemps;

2° de ce que les banques elles-mêmes ont intérêt à aider à la bonne marche de l'institution, puisqu'elles sont responsables, dans les termes de l'article 1384, des dommages causés par l'imprudence ou la négligence de leurs démarcheurs.

4° *La déchéance du droit de gérer ou d'administrer une société.* — Nous avons critiqué par ailleurs cette institution qui confère au tribunal de commerce le pouvoir de prononcer une sorte d'injonction pénale et qui, pour ce faire, établit une procédure critiquable.

Nous avons annoncé que les applications jurisprudentielles de cette institution seraient rares et, en effet, nous n'avons trouvé trace en la matière que de trois décisions.

La première est un jugement du tribunal de commerce de Reims en date du 3 avril 1936 (1), prononçant la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société à l'encontre d'un administrateur ayant abandonné brusquement ses fonctions sans prévenir le président du conseil d'administration, sans donner aucun ordre, et qui ayant de ce fait livré l'exploitation à un personnel sans directives, avait détourné au surplus des biens mobiliers.

La seconde est un jugement du tribunal de commerce de la Seine en date du 4 août 1936, prononçant la déchéance contre un administrateur d'une banque qui avait détourné les titres des clients de cette banque.

Mais la plus intéressante de ces décisions au point de vue juridique est la troisième; en effet, nous venons de voir que dans les cas précédents nous étions en présence d'actes délictueux, donc

(1) CONSTANTIN et GAUTRAT, *Traité de Droit pénal en matière de société*, p. 826.

pas de difficultés d'application, la faute lourde exigée par le décret étant bien démontrée.

La troisième décision, par contre, nous place devant une autre hypothèse à laquelle elle donne une solution immédiate et rigoureuse : celle d'initiatives hasardeuses prises par des administrateurs de sociétés qui n'avaient pas cependant commis de délits.

C'est un jugement du tribunal de commerce de Lyon en date du 16 juin 1937, ainsi rédigé :

« Il y a lieu de déclarer déchu du droit d'administrer ou de gérer une société les administrateurs qui dans l'exercice de leur mandat social ont commis un ensemble de fautes lourdes ayant entraîné la faillite de la société... spécialement en exposant des dépenses d'installation et d'aménagement du fonds pour un montant très supérieur au capital social... en créant un fonds d'alimentation alors que la société avait pour objet l'exploitation d'un fonds d'électricité, et dans un emplacement particulièrement mal choisi... en exposant encore pour l'installation de ce fonds des dépenses considérables et hors de proportion avec le résultat à obtenir. »

Le jugement cité est intéressant dans ce sens qu'il nous donne plusieurs exemples de faute lourde. Il ne diminue en rien la critique faite par nous lorsque nous procédions à l'étude de l'institution, nous devrions dire la double critique, car d'une part le décret ne nous donne pas une définition de la faute lourde et d'autre part on devrait pouvoir étendre la sanction au cas de faute sim-

ple, le métier d'administrateur, nous l'avons dit, exigeant non seulement de la probité mais encore de l'habileté.

5° *La jurisprudence et la déclaration de faillite commune.* — Nous avons vu qu'aux termes du décret du 8 août 1935, modifiant l'article 437 du Code de Commerce, la faillite d'une société pouvait être déclarée commune « à toute personne qui sous le couvert de cette société masquant ses agissements a fait dans son intérêt personnel des actes de commerce et disposé en fait des capitaux sociaux comme des siens propres ».

La jurisprudence, qui, sur ce point, notons-le, devançait depuis longtemps la disposition législative nouvelle par de nombreuses décisions dans lesquelles elle réalisait pratiquement la réforme, semble obéir à deux règles essentielles :

1° Elle affirme en ce qui concerne le prononcé de la faillite commune, le pouvoir d'appréciation souverain des juridictions compétentes;

2° Elle se montre exigeante en ce qui concerne les faits qu'on lui présente comme susceptibles de constituer indiscutablement les manœuvres illicites visées par le décret du 8 août 1935.

Nous verrons, en citant deux décisions nouvelles, comment se réalise la mise en œuvre de ces principes.

Première règle. — Cette première règle s'affirme et reçoit son application dans un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation du 16 fé-

vrier 1938, arrêt rejetant un pourvoi formé contre l'arrêt rendu à la date du 16 mars 1937 par la Cour d'appel de Nancy.

La Cour de Nancy avait eu à connaître du cas de l'administrateur délégué d'une société anonyme, qui, d'ailleurs, possédait les huit dixièmes des actions. Cet administrateur avait employé à ses besoins personnels une partie des derniers encaissements de la société, et, quelques jours avant le dépôt du bilan, il avait vendu, à un prix inférieur à leur prix d'achat, des bidons d'huile appartenant à la société, sans que ces opérations soient inscrites dans la comptabilité.

La Cour de Nancy avait jugé de tels actes à leur juste valeur.

Elle avait estimé qu'ils démontraient bien que leur auteur faisait des actes de commerce dans son intérêt personnel et disposait des capitaux de la société comme des siens propres.

Elle avait donc déclaré la faillite de la société commune à son administrateur délégué.

Ce dernier fit contre cet arrêt un pourvoi en cassation basé sur le moyen unique de la violation des articles 437 du Code de Commerce, 1^{er} du décret du 8 août 1935 et 7 de la loi du 20 avril 1810. Le pourvoi exposait que la Cour n'aurait pas dû prononcer cette mise en faillite commune sans qu'il ait été établi que les actes reprochés à cet administrateur aient été accomplis par lui pour son seul profit personnel et que dès lors le décret-loi du 8 août 1935 qui déroge au droit commun n'aurait pas dû recevoir application.

La Chambre des requêtes de la Cour de Cassation, après avoir rappelé les circonstances de faits que nous avons mentionnés plus haut, a rejeté le pourvoi aux termes de la disposition suivante : « Attendu qu'il résulte de ces constatations, contrairement à ce que soutient le pourvoi, que, sous le couvert de la société, B... (l'administrateur) faisait des actes de commerce dans son intérêt personnel et disposait en fait des capitaux de la société comme des siens propres, qu'en lui déclarant commune la faillite de la société la Cour d'appel a usé de son pouvoir souverain d'appréciation et que sa décision est légalement justifiée. »

Ainsi se trouve consacrée la première règle que nous énoncions.

Deuxième règle. — Pour que la déclaration de faillite commune puisse être prononcée, les juridictions compétentes exigent qu'on les mette en présence d'actes illicites bien caractérisés.

Un arrêt de la Cour de Paris à la date du 15 novembre 1938 pose et consacre ce principe et refuse de déclarer la faillite d'une société commune à l'un de ses actionnaires qui cependant possédait l'immense majorité des actions de la société et qui d'autre part avait personnellement comblé la plus grosse part du déficit de la société.

Cet arrêt déclare que la faillite ne doit être déclarée commune que dans le cas d'actes illicites bien caractérisés, accomplis avec une continuité telle qu'on puisse conclure à une activité commerciale personnelle de la part de leur auteur, dissi-

mulé sous le couvert apparent de la société interposée.

Cette seconde règle permet, en complétant la première, de tracer à l'institution de la faillite commune des limites précises et logiques.

*
* *

Nous pouvons maintenant répondre à la question que nous nous posions au début de cette annexe : l'utilisation pratique des récents décrets-lois n'a pas été considérable.

Cela tient à deux principales raisons : la première en ce qui concerne le point de vue strictement répressif, réside à la fois dans l'absence d'infractions aux réglementations édictées, résultat obtenu d'ailleurs, grâce surtout aux mesures de prudence et de protection prises par les décrets eux-mêmes, et, en ce qui concerne l'application éventuelle des pénalités renforcées frappant des délits anciens, dans l'opinion jurisprudentielle suivant laquelle les maximums existant avant les récents décrets-lois suffisent pour assurer une répression satisfaisante.

La seconde, en ce qui concerne les procédures spéciales instituées par les décrets (par exemple la déchéance du droit d'administrer) réside dans le fait que les phases et les conditions d'application de ces procédures ne sont pas encore au point et qu'il semble que la jurisprudence, avant de les adopter tout-à-fait, soit désireuse de leur voir subir des changements appropriés.

Cependant, tels qu'ils sont, les récents décrets-lois que nous avons étudiés marquent un progrès cer-

tain sur la législation antérieure concernant la défense de l'épargne.

On peut même affirmer et nous l'avons montré au cours de notre conclusion que par le fait même de leur existence, les décrets ont joué un rôle préventif bienfaisant.

Ils constituent finalement un appoint considérable en faveur de l'œuvre protectrice dont nous avons étudié l'un des aspects, œuvre d'intérêt particulier comme d'intérêt général et qu'il appartiendra au législateur de l'avenir de parachever.

VU :

Le Président de la thèse,
Pierre HUGUENEY.

VU :

Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,
Pierre LOUIS-LUCAS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 14 juin 1939,
Le Recteur de l'Académie,
J.-E. SPENLÉ.

BIBLIOGRAPHIE

STEINMETZ. — La Protection de l'épargne en France, thèse, Nancy, 1937.

PIC. — Traité des sociétés.

TCHERNOFF. — Traité de droit pénal financier.

— Supplément au traité de 1936 et de 1937.

CONSTANTIN et GAUTRAT. — Traité de droit pénal en matière de sociétés.

PIC, CONSTANTIN et KREHER. — Les Décrets-lois d'août-octobre 1935 sur la protection de l'épargne par la réforme du droit des sociétés.

GOYET. — Traité de droit pénal spécial.

Le Journal des Sociétés.

Le Journal Officiel.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Nécessité de la défense de l'épargne. Exposé du plan	7
CHAPITRE PREMIER. — Les efforts faits en vue de la protection de l'épargne avant les décrets-lois de 1935	13
§ 1 ^{er} La législation française de protection de l'épargne avant les décrets-lois de 1935	13
§ 2. La législation étrangère de protection de l'épargne par le droit des sociétés	17
CHAPITRE II. — Les modifications apportées à la législation antérieure par les décrets-lois de 1935 en ce qui concerne la protection de l'épargne	21
§ 1 ^{er} . Le décret du 8 août 1935 sur la responsabilité pénale des administrateurs, sur le choix et les attributions des commissaires	21
A) La responsabilité pénale des administrateurs	21
B) La réforme du régime des commissaires	28
§ 2. Les décrets du 16 juillet et du 8 août 1935, complétant et modifiant les articles 405 et 408 du Code pénal	36
A) L'escroquerie	37
B) L'abus de confiance	39
§ 3. Le décret du 30 octobre 1935 sur les comptes et bilans, modifiant l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867	41
§ 4. Le décret du 30 octobre 1935 sur les formalités de publicité des sociétés, modifiant les articles 55 et suivants de la loi du 24 juillet 1867, les articles 10 et suivants de la loi du 7 mars 1925 et les articles 6 et suivants de la loi du 18 mars 1919	43
A) L'amélioration	44
B) L'aménagement rationnel	45

§ 5. Le décret du 30 octobre 1935, complétant la loi du 15 novembre 1933 sur l'exercice du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires (assemblées générales)	46
CHAPITRE III. — Les créations des décrets-lois de 1935 en ce qui concerne la protection de l'épargne.....	49
§ 1 ^{er} . — La réglementation du démarchage par les décrets-lois du 8 août et du 30 octobre 1935	49
§ 2. — La création de l'incapacité à titre de peine du droit d'administrer ou de gérer une société et l'institution de la procédure de déchéance de ce droit...	59
§ 3. — Le décret-loi du 8 août 1935 et l'application des peines de la banqueroute simple et frauduleuse et de la législation sur la faillite aux administrateurs et gérants d'une société	66
§ 4. Le décret-loi du 30 octobre 1935 et la situation juridique des obligataires	70
A) L'organisation collective des obligataires....	71
B) Les règles relatives aux mentions et à l'émission des obligations	74
C) Les sanctions pénales du décret.....	77
§ 5. Les décrets-lois du 30 octobre 1935 sur la réglementation du démarchage pour les sociétés de capitalisation et d'épargne.....	78
CHAPITRE IV. — Les textes parus ultérieurement aux décrets-lois de 1935, afin de les compléter ou de les modifier.....	81
§ 1 ^{er} . Le décret du 29 juin 1936 relatif aux commissaires aux comptes des sociétés faisant appel à l'épargne publique	81
§ 2. Les textes relatifs au démarchage, autres que le décret du 28 avril 1937 étudié en même temps que les décrets de 1935 eux-mêmes	89
CONCLUSION. — Critiques et suggestions inspirées par les décrets-lois	97
ANNEXE. — Les récents décrets-lois et la jurisprudence	107
BIBLIOGRAPHIE	121

